



Ville de Chanceaux sur Choisille  
Canton de Vouvray  
*Département d'Indre et Loire*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS  
2014/2

**Le recueil des actes administratifs est obligatoire pour les communes de plus de 3500 habitants depuis la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République.**

**Ce document regroupe :**

- le dispositif des délibérations du Conseil Municipal à caractère réglementaire,**
- les arrêtés du Maire à caractère réglementaire.**

**Ce recueil a une parution trimestrielle. Il est mis à la disposition du public à l'Hôtel de Ville (secrétariat général) - aux heures d'ouverture au public. Il est également en ligne sur le site Internet de la commune. Enfin, le public est informé que le recueil est à sa disposition par affichage sur les panneaux extérieurs de la mairie**

## SOMMAIRE

### I – DÉCISIONS PRISES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION CONSENTIE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

#### CONCESSIONS CIMETIERE COMMUNAL :

3	12/05/2014	DECISION PORTANT PASSATION D'UN MAPA AVEC BOUYGUES POUR LES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE L'ECLAIRAGE DU TERRAIN D'ENTRAINEMENT DU STADE DE FOOTBALL
4	13/05/2014	DECISION PORTANT L'OCTROI D'UNE CONCESSION DANS LE CIMETIERE A Monsieur et Madame CHANDONNAY
5	25/06/2014	DECISION PORTANT L'OCTROI D'UNE CONCESSION DANS LE CIMETIERE A Madame GILLET à titre d'échange
6	25/06/2014	DECISION PORTANT L'OCTROI D'UNE CONCESSION DANS LE CIMETIERE A Monsieur et Madame COLIN
7	30/06/2014	DECISION PORTANT PASSATION D'UN MAPA AVEC NOUVEL POUR LES TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE L'ECLAIRAGE DU DOJO

### II – EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### CONSEIL MUNICIPAL DU 16 AVRIL 2014

##### FINANCES :

- 14-020 : Fixation du montant des indemnités de fonctions du Maire et des adjoints au Maire

##### ADMINISTRATION COMMUNALE :

- 14-021 : Création de commissions municipales permanentes
- 14-022 : Composition des commissions municipales permanentes
- 14-023 : Délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire
- 14-024 : Fixation du nombre de membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale
- 14-025 : Election des représentants du Conseil Municipal au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale
- 14-026 : Election des délégués de la Commune au sein du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de NOTRE DAME D'OÉ, CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE et CERELLES (S.I.A.E.P.)
- 14-027 : Election des délégués de la Commune au sein du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de CERELLES - CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE,
- 14-028 : Election des délégués de la Commune au sein du Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (S.I.E.I.L.)
- 14-029 : Election des délégués de la Commune au sein du Syndicat Intercommunal de Gendarmerie de LA MEMBROLLE-SUR-CHOISILLE
- 14-030 : Election des délégués de la Commune au sein du Syndicat Intercommunal de la Choisille et des ses Affluents (S.I.C.A.)
- 14-031 : Election des délégués de la Commune au sein du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents d'Indre-et-Loire (S.I.C.A.L.A.)
- 14-032 : Election des délégués de la Commune au sein du Syndicat d'Assistance Technique pour l'Épuration et le Suivi des Eaux d'Indre-et-Loire (S.A.T.E.S.E.)
- 14-033 : Election du délégué de la Commune au sein du Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales (C.N.A.S.)
- 14-034 : Election des délégués de la Commune au sein du Conseil d'Administration de l'association « Chants et Notes de Choisille et d'Oé »

### **AFFAIRES GÉNÉRALES :**

- 14-035 : Modification du règlement intérieur et de la fiche d'inscription du service « Transport scolaire »

### **VOIRIE :**

- 14-036 : Dénomination d'une place publique

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 15 MAI 2014**

### **FINANCES :**

- 14-037 : Attribution d'une indemnité de conseil au Receveur Municipal

### **ADMINISTRATION COMMUNALE :**

- 14-038 : Election des membres de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)
- 14-039 : Proposition de désignation des membres de la Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.)
- 14-040 : Désignation du correspondant défense de la Commune (CORDEF)
- 14-041 : Désignation des délégués de la Commune au sein de la Commission de Suivi de Site dans le cadre du fonctionnement des établissements SOCAGRA et DE SANGOSSE (C.S.S.)
- 14-042 : Autorisation donnée au Maire pour la signature de conventions

### **PERSONNEL MUNICIPAL :**

- 14-043 : Modification du tableau des effectifs

### **AFFAIRES GÉNÉRALES :**

- 14-044 : Signature d'un contrat d'abonnement à un certificat électronique

### **INTERCOMMUNALITÉ :**

- 14-045 : Approbation du montant des charges transférées en matière de voirie pour 2014

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2014**

### **FINANCES :**

- 14-049 : Adoption du compte administratif 2013 - budget commune
- 14-050 : Adoption du compte de gestion 2013 - budget commune
- 14-051 : Adoption du compte administratif 2013 - budget assainissement
- 14-052 : Adoption du compte de gestion 2013 - budget assainissement
- 14-053 : Clôture du budget assainissement au 31 décembre 2013
- 14-054 : Affectation du résultat de fonctionnement 2013 des budgets commune et assainissement
- 14-055 : Décision modificative budgétaire n° 1 - exercice 2014
- 14-056 : Fixation de la durée d'amortissement des biens (complément)
- 14-057 : Transfert de l'actif, en matière d'éclairage public, au S.I.E.I.L.
- 14-058 : Transfert d'une subvention d'investissement versée par le S.I.E.I.L. et décision de sa durée d'amortissement
- 14-059 : Demande de subvention auprès du S.I.E.I.L. pour la réalisation de travaux sur le réseau d'éclairage public
- 14-060 : Demande de subvention auprès du Fonds d'Aide au Football Amateur pour le renforcement de l'éclairage du terrain d'entraînement du stade de football

### **ADMINISTRATION COMMUNALE :**

- 14-061 : Désignation des délégués de la Commune au sein du Comité Local d'Animation et de Développement (C.L.A.D.)

## **RESSOURCES HUMAINES :**

- 14-062 : Exercice du droit à la formation des élus
- 14-063 : Modification du tableau des effectifs des emplois communaux
- 14-064 : Création d'un Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi

## **AFFAIRES SCOLAIRES :**

- 14-065 : Réforme des rythmes scolaires

## **AFFAIRES GÉNÉRALES :**

- 14-066 : Adoption du règlement du marché communal hebdomadaire
- 14-067 : Convention avec GrDF de mise à disposition de bâtiments communaux pour l'hébergement d'équipements de télé-relève des compteurs gaz

## **III – ARRETES DU MAIRE**

24	02/04/2014	Arrêté réglementant circulation stationnement Chemin de la Bondonnière - Corbeau
35	10/04/2014	Arrêté modificatif - brocante comité des fêtes du 20 avril 2014
36	11/04/2014	Arrêté portant autorisation occupation domaine public - Crêperie RONDEAU
37	11/04/2014	Arrêté portant autorisation occupation domaine public - Boulangerie PAYS
38	17/04/2014	Permission de voirie - Mr NOE Thierry
39	17/04/2014	Permission de voirie - Mr POIRIER Jean-Benoit
40	22/04/2014	Arrêté réglementant la circulation Chemin de Choisille - DOCEUL Réseaux
41	22/04/2014	Arrêté réglementant la circulation Chemin de la Painguetterie - SAS LTP
42	30/04/2014	Arrêté portant création d'un ossuaire au sein du cimetière communal
48	05/05/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public
49	05/05/2014	Arrêté cérémonie du 8 mai
50	10/05/2014	Arrêté organisation repas de quartier - Rue Guillaume Régnault
52	06/06/2014	Arrêté réglementant la circulation Chemin de la Painguetterie - SAS LTP
53	06/06/2014	Arrêté réglementant la circulation - Commune de Chanceaux - Colas Centre Ouest
54	06/06/2014	Arrêté réglementant le stationnement Avenue de Langennerie - Maison Odinet
55	06/06/2014	Arrêté réglementant la circulation rue de la Grande Ferme - Véolia Eau
56	06/06/2014	Arrêté de route barrée - rue de la Fuye - COLAS
57	10/06/2014	Arrêté autorisant l'exploitation d'un commerce ambulant sur le domaine public Madame MEUNIER
58	11/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Madame BOULANGÉ Chantal
59	11/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Monsieur LABIDI Salim
60	11/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Monsieur LE MEUNIER Etienne
61	12/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Monsieur QUERE Patrice
62	13/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Madame CHAMPENOIS

63	16/06/2013	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Madame MAUGEAIS
64	16/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Madame CHARPAGNE-FARGIER
65	17/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Monsieur PERDRIGEON
66	18/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Madame GUITTON BARBIER
67	18/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Monsieur DUNOYER Michel
68	18/06/2014	Arrêté d'autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public Madame BOUCHEX-BELLOME GEORGET Claude
69	18/06/2014	Arrêté modificatif réglementant la divagation des animaux errants
70	21/06/2014	Arrêté réglementant la circulation et le stationnement - feux de St Jean
71	24/06/2014	Arrêté nomination régisseur de la régie de recettes pour l'encaissement des locations de salles
72	24/06/2014	Arrêté nomination régisseur de la régie de recettes pour l'encaissement des photocopies
73	24/06/2014	Arrêté nomination régisseur de la régie de recettes pour l'encaissement des participations des familles aux frais de ramassage scolaire
74	24/06/2014	Arrêté nomination régisseur de la régie de recettes pour la bibliothèque
75	24/06/2014	Arrêté nomination régisseur de la régie de recettes pour l'encaissement des participations des familles aux frais de restaurant scolaire et des ALSH
76	26/06/2014	Arrêté réglementant la circulation et le stationnement - fête des écoles

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 16 AVRIL 2014**

L'an deux mil quatorze, le seize avril, à vingt heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, au lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire, en suite de convocation en date du neuf avril.

Nombre de conseillers en exercice : 27.

### Etaient présents :

Patrick DELÉTANG, Gérard DAVIET, Marc PIGEON, Annie CLISSON, Catherine ROTHUREAU, Christian DRUELLE, Lysiane PLAIS, Fabrice DESTIN, Monique RICHER, Nicole DUMONT, Pierre ORGEUR, Jean-Pierre DESLIE, Dominique GOURDON, Jean-Philippe ROBIN, Joëlle METAY, Catherine COCHARD, Patricia BORDE, Jean-Michel BIZET, Christèle RULLIER-BRADESI, Isabelle TENDEL, Virginie SERFATY, Christophe VERRON, Patrick ETESSE, Didier MICHAUD et Claudine DESMARES, formant la majorité des membres en exercice.

### Absents et ayant donné procuration :

Chantal GEORGELIN (procuration à Annie CLISSON)

### Absents :

SOUTY Patrick

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal des membres, il a été procédé à la nomination de Lysiane PLAIS, Adjointe au Maire, en tant que secrétaire de séance, assistée de Bertrand SOUDANS, Directeur Général des Services.

### DÉLIBÉRATION N° 2014-020 : FIXATION DU MONTANT DES INDEMNITÉS DE FONCTIONS DU MAIRE ET DES ADJOINTS AU MAIRE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« L'article L 2123-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, dans son 1<sup>er</sup> alinéa, que « Lorsque le conseil municipal est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres ... intervient dans les trois mois suivant son installation. »

L'article L 2123-20 du C.G.C.T. stipule que « Les indemnités maximales pour l'exercice des fonctions de maire et adjoints au maire des communes ... sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique. »

Cet indice brut est de 1015, soit un indice majoré de 821.

En ce qui concerne le Maire, l'article L 2123-23 du C.G.C.T. précise que « Les indemnités maximales votées par les conseils municipaux pour l'exercice effectif des fonctions de maire des communes ... sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L 2123-20 le barème suivant :

Population (habitants)	Taux maximal (% de l'indice brut 1015)
Moins de 500	17
De 500 à 999	31
De 1 000 à 3 499	43
De 3 500 à 9 999	55
De 10 000 à 19 999	65
De 20 000 à 49 999	90
De 50 000 à 99 999	110
100 000 et plus	145

La population à prendre en compte est la population totale du dernier recensement. »

L'article 118 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et des allègements des procédures remplace la notion de « population municipale » par celle de « population totale » pour la fixation de l'indemnité de fonction des maires et adjoints au maire.

La notion de population totale est précisée par l'article R 2151-1 du C.G.C.T.

Elle se définit comme la somme de la population municipale (personnes ayant leur résidence habituelle sur le territoire de la commune) et de la population comptée à part.

La population totale de CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE, au 1<sup>er</sup> janvier 2014, étant de 3 634, la commune se situe donc dans la tranche apparaissant en grisé dans le tableau ci-dessus.

En ce qui concerne les adjoints au Maire, l'article L 2123-24 du C.G.C.T. précise que « Les indemnités votées par les conseils municipaux pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire ... sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L 2123-20 le barème suivant :

Population (habitants)	Taux maximal (% de l'indice brut 1015)
Moins de 500	6,60
De 500 à 999	8,25
De 1 000 à 3 499	16,50
De 3 500 à 9 999	22
De 10 000 à 19 999	27,50
De 20 000 à 49 999	33
De 50 000 à 99 999	44
100 000 et plus	66

La population à prendre en compte est la population totale du dernier recensement.

Comme pour l'indemnité de fonctions du Maire, la commune se situe dans la tranche représentée en grisé dans le tableau ci-dessus.

La délibération fixant expressément le taux des indemnités doit être transmise au représentant de l'Etat.

Les nouveaux élus perçoivent donc leurs indemnités dès lors que cette délibération acquiert sa force exécutoire.

A titre exceptionnel, dans l'hypothèse où la délibération fixant les taux des indemnités des élus serait postérieure à la date d'installation du nouveau conseil et prévoirait une entrée en vigueur antérieure à cette date, les indemnités pourront être versées depuis la date d'entrée en fonction des élus.

Cette date d'entrée ne saurait être antérieure à la date de leur désignation pour les maires et adjoints.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L 2123-20-1 du C.G.C.T., cette délibération doit être accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal. »

Après délibération, le Conseil Municipal, par 22 voix pour, 3 contre et 1 abstention,

Vu les articles L 2123-20, L 2123-20-1, L 2123-23 et L 2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales,

FIXE comme suit le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de :

- Maire, au taux de 55 % de d'indice brut 1015,

- adjoint au Maire ayant reçu une délégation, au taux de 22 % de d'indice brut 1015,

APPROUVE le tableau récapitulatif des indemnités du Maire et des adjoints figurant en annexe,

PRECISE que ces dispositions prendront effet au 28 mars 2014, date de l'élection du Maire et des adjoints,

AJOUE que les crédits nécessaires ont été prévus au budget de l'exercice en cours.

DÉLIBÉRATION N° 2014-021 : CRÉATION DE COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« L'article L 2121-22 du C.G.C.T. permet au conseil municipal de constituer des commissions d'instruction composées exclusivement de conseillers municipaux.

Ces commissions municipales peuvent être formées au cours de chaque séance du conseil municipal ou avoir un caractère permanent et sont, dans ce cas, constituées dès le début du mandat du conseil.

Lors de la réunion du conseil municipal du 28 mars dernier, il a été décidé de créer sept postes d'adjoints au Maire.

Il vous est donc proposé de procéder à la création des sept commissions municipales suivantes ».

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Vu l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités territoriales,

DÉCIDE de créer, pour la durée du mandat électoral, les commissions municipales permanentes suivantes :

- 1<sup>ère</sup> commission : « finances, budget et travaux courants »,
- 2<sup>ème</sup> commission : « aménagement du territoire, urbanisme et gros travaux »,
- 3<sup>ème</sup> commission : « action sociale, solidarité et environnement »,
- 4<sup>ème</sup> commission : « jeunesse et sport »,
- 5<sup>ème</sup> commission : « écoles et transports scolaires »,
- 6<sup>ème</sup> commission : « culture, loisirs et communication »,
- 7<sup>ème</sup> commission : « voirie, sécurité routière et assainissement ».

DÉLIBÉRATION N° 2014-022 : COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les différentes commissions municipales doivent être composées de façon à ce que soit recherchée, dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, une pondération qui reflète fidèlement la composition de l'assemblée municipale et qui assure à chacune des tendances représentées en son sein la possibilité d'avoir au moins un représentant dans chaque commission, sans que les différentes tendances ne bénéficient nécessairement d'un nombre de représentants strictement proportionnel au nombre de conseillers municipaux qui les composent.

Le Maire sera président de droit de chaque commission et l'adjoint au Maire ayant reçu une délégation en sera le vice-président.

Par ailleurs, le premier adjoint pourra, en cas de besoin, assister à la réunion d'une commission dont il n'est pas membre.

Afin de respecter la représentation au sein des commissions, il vous propose d'élire, en plus du Président et du Vice-Président, six membres dans chaque commission, dont un représentant de la minorité.

Le vote a lieu au scrutin secret, par liste complète. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Vu l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités territoriales,



Vu la délibération du conseil municipal n° 2014-021, en date du 16 avril 2014, décidant de créer sept commissions municipales permanentes,

FIXE comme suit la composition des commissions municipales permanentes :

Commission « Finances, budget et travaux courants » :

Président : DELÉTANG Patrick

Adjoint délégué : DAVIET Gérard

Membres :

Groupe majoritaire : PIGEON Marc, DRUELLE Christian, GOURDON Dominique, BORDE Patricia et SERFATY Virginie

Groupe minoritaire : DESMARES Claudine

Commission « Aménagement du territoire, urbanisme et gros travaux » :

Président : DELÉTANG Patrick

Adjoint délégué : PIGEON Marc

Membres :

Groupe majoritaire : ORGEUR Pierre, ROBIN Jean-Philippe, COCHARD Catherine, BORDE Patricia et BIZET Jean-Michel

Groupe minoritaire : MICHAUD Didier

Commission « Action sociale, solidarité et environnement » :

Président : DELÉTANG Patrick

Adjointe déléguée : CLISSON Annie

Membres :

Groupe majoritaire : RICHER Monique, DUMONT Nicole, GEORGELIN Chantal, METAY Joëlle et RULLIER-BRADÉSI Christèle

Groupe minoritaire : DESMARES Claudine

Commission « Jeunesse et sports » :

Président : DELÉTANG Patrick

Adjointe déléguée : ROTHUREAU Catherine

Membres :

Groupe majoritaire : PLAIS Lysiane, ORGEUR Pierre, DESLIE Jean-Pierre, COCHARD Catherine et VERRON Christophe

Groupe minoritaire : MICHAUD Didier

Commission « Ecoles et transports scolaires » :

Président : DELÉTANG Patrick

Adjoint délégué : DRUELLE Christian

Membres :

Groupe majoritaire : RICHER Monique, DUMONT Nicole, METAY Joëlle, RULLIER-BRADÉSI Christèle et TENDEL Isabelle

Groupe minoritaire : ETESSE Patrick

Commission « Culture, loisirs et communication » :

Président : DELÉTANG Patrick

Adjointe déléguée : PLAIS Lysiane

Membres :

Groupe majoritaire : ROTHUREAU Catherine, ORGEUR Pierre, BIZET Jean-Michel, RULLIER-BRADÉSI Christèle et SERFATY Virginie

Groupe minoritaire : ETESSE Patrick

Commission « Voirie, sécurité routière et assainissement » :

Président : DELÉTANG Patrick

Adjoint délégué : DESTIN Fabrice

Membres :

Groupe majoritaire : PIGEON Marc, DESLIE Jean-Pierre, GOURDON Dominique, ROBIN Jean-Philippe et TENDEL Isabelle

Groupe minoritaire : MICHAUD Didier

PRECISE que la composition de ces commissions a été établie pour la durée du mandat municipal,

AJOUTE que le premier adjoint au Maire pourra, en cas de nécessité, assister à la réunion d'une commission dont il n'est pas membre.

La présente délibération annule et remplace la précédente délibération portant le même numéro et ayant le même objet.

DÉLIBÉRATION N° 2014-023 : DÉLÉGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Les dispositions de l'article L 2122-22 du C.G.C.T. prévoient que le conseil municipal peut déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences.

Il vous est proposé, conformément à ce qui avait décidé pour le mandat précédent de me donner les délégations figurant au 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 11°, 12°, 14°, 15° et 16° de l'article susmentionné, pour la durée du mandat municipal. »

Après délibération, le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 3 abstentions,

Dans le souci de favoriser une bonne administration communale,

DECIDE de donner délégation au Maire, pour la durée du mandat municipal, en vue :

- 1) De procéder, dans la limite de 500 000 €, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article [L. 1618-2](#) et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- 2) De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- 3) De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- 4) De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,
- 5) De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,
- 6) De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,
- 7) D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- 8) De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts,
- 9) De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,
- 10) De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,
- 11) D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un

bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code, dans les zones suivantes : UA, UB, UC, UL, 1AU, 1AUb, 1AUc, 1AUh, 2AU et 2AUh,

12) D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, tant en demande qu'en défense et devant toutes les juridictions,

PRECISE que les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au conseil municipal, en application de l'article L 2122-23 du C.G.C.T.

La présente délibération annule et remplace la précédente délibération portant le même numéro et ayant le même objet.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-024 : FIXATION DU NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« L'article R 123-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit que le conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale comprend en nombre égal, au maximum huit membres élus en son sein par le conseil municipal et huit membres nommés par le Maire, soit 16 membres en plus du Président.

L'article L 123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles précise, en son 5<sup>ème</sup> alinéa, que les membres élus et les membres nommés le sont en nombre égal au sein du conseil d'administration.

Le nombre des membres du Conseil d'Administration est fixé par délibération du conseil municipal.

Il vous est donc proposé, comme lors du mandat précédent, de fixer à 10 le nombre des membres du C.A., soit 5 membres élus par le conseil et 5 membres nommés par le Maire. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

FIXE à 10 le nombre de membres du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, pour la durée du mandat municipal, étant entendu qu'une moitié sera élue par le Conseil Municipal et l'autre moitié nommée par le Maire.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-025 : ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« L'article L 123-6 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit que les membres élus par le conseil municipal et les membres nommés par le Maire le sont à la suite de chaque renouvellement du conseil municipal et pour la durée du mandat de ce conseil.

L'article R 123-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles précise que « Les membres élus en son sein par le conseil municipal le sont au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers municipaux peut présenter une liste de candidats même incomplète.

Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation sur chaque liste. »

Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueillies par elle contient un nombre de fois le quotient électoral arrondi à l'entier inférieur, le quotient électoral étant obtenu en divisant le nombre des suffrages exprimés par celui des sièges à pourvoir.

Si tous les sièges ne sont pas pourvus, les sièges restants sont attribués aux listes ayant obtenu le plus fort reste, le reste étant obtenu en soustrayant du nombre de voix de chaque liste le total des quotients électoraux qu'elle peut contenir puis en comparant les voix restantes.

Lorsqu'une liste a obtenu un nombre de voix inférieur au quotient, ce nombre de voix tient lieu de reste.

Si plusieurs listes ont le même reste, le ou les siège(s) restant à pourvoir reviennent à la liste ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège revient au plus âgé des candidats.

Enfin, si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui reviennent à cette liste, le ou les siège(s) non pourvus le sont par les autres listes.

A titre de rappel, le Maire est Président de droit du Conseil d'Administration et ne peut figurer sur une liste. »

La délibération du conseil municipal n° 2014-024, en date du 16 avril 2014, a fixé à 5 le nombre de membres à élire par le conseil municipal.

Les listes de candidats suivantes ont été présentées par des conseillers municipaux :

- liste A : CLISSON Annie, DAVIET Gérard, DUMONT Nicole et RICHER Monique,
- liste B : DESMARES Claudine.

Le dépouillement du vote, qui s'est déroulé au scrutin secret, a donné les résultats suivants :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : 26

Bulletins blancs : 0

Nombre de suffrages exprimés : 26

Quotient électoral : nombre de suffrages exprimés / nombre de sièges à pourvoir = 5,20.

Ont obtenu :

Désignation des listes	Nombre de voix obtenues	Quotient	Nombre de sièges attribués au quotient	Reste	Nombre de sièges attribués au plus fort reste
Liste A	23	4,42	4	2,20	0
Liste B	3	0,57	0	3,00	1

Ont été proclamés membres du conseil d'administration :

Liste A : Madame Annie CLISSON, Monsieur Gérard DAVIET, Mesdames Nicole DUMONT et Monique RICHER,

Liste B : Madame Claudine DESMARES.

DÉLIBÉRATION N° 2014-026 : ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE NOTRE DAME D'OÉ, CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE ET CERELLES (S.I.A.E.P.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, les délégués au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de NOTRE DAME D'OÉ, CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE et CERELLES (S.I.A.E.P.).

En effet, selon les dispositions de l'article L 5211-8 du C.G.C.T., le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés.

Conformément à l'article L 5211-7 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La vocation et les missions du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable sont :

- la production d'eau potable : prélèvement d'eau brute, traitement de cette eau en vue d'obtenir une eau conforme aux normes nationales et européennes en vigueur en matière de potabilités des eaux destinées à la consommation humaine,
- la distribution et l'alimentation des usagers des collectivités adhérentes,
- la protection de la ressource en eau par l'application des directives et réglementations en vigueur, des dispositions tarifaires, des actions de communication et de sensibilisation des usagers aux économies d'eau potable,
- l'acquisition de matériel et leur mise à disposition des collectivités adhérentes pour le fonctionnement du syndicat,
- l'aide à la coopération internationale dans le domaine de l'alimentation en eau.

Il convient de désigner 3 délégués titulaires et 2 délégués suppléants. »

#### Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs : 1

Nombre de suffrages exprimés : 25

Majorité absolue : 13

#### Ont obtenu :

DELÉTANG Patrick, DAVIET Gérard, PIGEON Marc, DRUELLE Christian et RULLIER-BRADÉSI Christèle : 25 voix (vingt-cinq voix).

- Messieurs Patrick DELÉTANG, Gérard DAVIET et Marc PIGEON, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués titulaires,
- Monsieur Christian DRUELLE et Madame Christèle RULLIER-BRADÉSI, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués suppléants.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-027 : ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE CERELLES ET CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE (S.I.A.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, les délégués au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de CERELLES et CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE et CERELLES (S.I.A.).

En effet, selon les dispositions de l'article L 5211-8 du C.G.C.T., le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés.

Conformément à l'article L 5211-7 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La vocation et les missions du Syndicat Intercommunal d'Assainissement sont (dans le périmètre des habitations raccordées à la station d'épuration de CERELLES) :

- la collecte et le transport des eaux usées : cette mission est assurée au moyen d'un réseau séparatif destiné à recevoir uniquement des eaux usées,
- épuration des eaux usées : exploitation d'une usine d'épuration destinée à traiter les effluents avant leur rejet dans le milieu naturel,
- élimination des boues par épandage agricole ou tous les autres moyens conformes à la réglementation.

Il convient de désigner 3 délégués titulaires et 1 délégué suppléant qui seront amenés à siéger jusqu'à l'adoption du compte administratif 2013 du syndicat. »

Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs : 1

Nombre de suffrages exprimés : 25

Majorité absolue : 13

Ont obtenu :

DELÉTANG Patrick, ROBIN Jean-Philippe, DESLIE Jean-Pierre et BORDE Patricia : 25 voix (vingt-cinq voix).

- Messieurs Patrick DELÉTANG, Jean-Philippe ROBIN et Jean-Pierre DESLIE, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués titulaires,
- Madame Patricia BORDE, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée déléguée suppléante.

DÉLIBÉRATION N° 2014-028 : ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE D'INDRE-ET-LOIRE (S.I.E.I.L.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, les délégués au Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire (S.I.E.I.L.).

En effet, selon les dispositions de l'article L 5211-8 du C.G.C.T., le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés.

Conformément à l'article L 5211-7 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La vocation et les missions du Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire sont :

- exercer en commun les droits résultant, pour les collectivités territoriales, des textes légaux et réglementaires relatifs à la production, au transport, à la distribution et à l'utilisation de l'énergie électrique ainsi que toutes les attributions des collectivités adhérentes relatives au service public de l'électricité,
- organiser en commun les services qui leur incombent pour assurer le bon fonctionnement et la meilleure exploitation de leur distribution d'électricité,
- s'intéresser et participer à toute activité touchant l'électricité et son utilisation, notamment dans le domaine de l'éclairage public,
- exercer des compétences à la carte à la demande des collectivités adhérentes et qui peuvent être :
  - l'organisation du service public de distribution du gaz et le pouvoir concédant,
  - la mise en place et la gestion d'un Système d'Information Géographique assisté par ordinateur, les réseaux de communication,
  - la maîtrise d'ouvrage et la maintenance des réseaux d'éclairage public.

Il convient de désigner 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant. »

Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs : 1  
Nombre de suffrages exprimés : 25  
Majorité absolue : 13

Ont obtenu :

DAVIET Gérard et PIGEON Marc : 25 voix (vingt-cinq voix).

- Monsieur Gérard DAVIET, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé délégué titulaire,
- Monsieur Marc PIGEON, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé délégué suppléant.

DÉLIBÉRATION N° 2014-029 : ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE GENDARMERIE DE LA MEMBROLLE-SUR-CHOISILLE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, les délégués au Syndicat Intercommunal de Gendarmerie de LA MEMBROLLE-SUR-CHOISILLE.

En effet, selon les dispositions de l'article L 5211-8 du C.G.C.T., le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés.

Conformément à l'article L 5211-7 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La vocation et les missions du Syndicat Intercommunal de Gendarmerie sont la gestion de la caserne ainsi que tout projet d'agrandissement.

Il convient de désigner 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants. »

Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26  
Bulletins blancs : 1  
Nombre de suffrages exprimés : 25  
Majorité absolue : 13

Ont obtenu :

DELÉTANG Patrick, DAVIET Gérard, BIZET Jean-Michel et PLAIS Lysiane : 25 voix (vingt-cinq voix).

- Messieurs Patrick DELÉTANG et Gérard DAVIET, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués titulaires,
- Monsieur Jean-Michel BIZET et Madame Lysiane PLAIS, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués suppléants.

DÉLIBÉRATION N° 2014-030 : ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA CHOISILLE ET DE SES AFFLUENTS (S.I.C.A.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, les délégués au Syndicat Intercommunal de la Choisille et de ses Affluents (S.I.C.A.).

En effet, selon les dispositions de l'article L 5211-8 du C.G.C.T., le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés.

Conformément à l'article L 5211-7 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La vocation et les missions du Syndicat Intercommunal de la Choisille et de ses Affluents sont l'aménagement, la restauration, l'entretien et la gestion de la Choisille et de ses affluents (berges et lit).

Il convient de désigner 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants. »

#### Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs : 1

Nombre de suffrages exprimés : 25

Majorité absolue : 13

#### Ont obtenu :

ROBIN Jean-Philippe, GOURDON Dominique, DESLIE Jean-Pierre et DUMONT Nicole : 25 voix (vingt-cinq voix).

- Messieurs Jean-Philippe ROBIN et Dominique GOURDON, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués titulaires,

- Monsieur Jean-Pierre DESLIE et Madame Nicole DUMONT, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués suppléants.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-031 : ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMÉNAGEMENT DE LA LOIRE ET DE SES AFFLUENTS D'INDRE-ET-LOIRE (S.I.C.A.L.A.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, les délégués au Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents d'Indre-et-Loire (S.I.C.A.L.A.).

En effet, selon les dispositions de l'article L 5211-8 du C.G.C.T., le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés.

Conformément à l'article L 5211-7 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La vocation et les missions du Syndicat Intercommunal d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents sont :

- aider à la prévention des inondations,
- faciliter la gestion équilibrée de la ressource en eau, la préservation et la gestion des zones humides,
- assurer la cohérence et l'efficacité des activités de ses membres en assurant un rôle général de coordination, d'animation, d'information et de conseil dans ses domaines et son périmètre de compétence,
- prendre en charge la maîtrise d'ouvrage d'études et de travaux, notamment lorsqu'il n'existe pas de structure de maîtrise d'ouvrage locale appropriée,



- assurer, au sein de l'Etablissement Public Loire, la représentation directe ou par l'intermédiaire de communautés de communes, des communes du département d'Indre-et-Loire de moins de 30 000 habitants concernées par l'aménagement de la Loire et de ses affluents.

Il convient de désigner 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant. »

Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs : 1

Nombre de suffrages exprimés : 25

Majorité absolue : 13

Ont obtenu :

GOURDON Dominique et GEORGELIN Chantal : 25 voix (vingt-cinq voix).

- Monsieur Dominique GOURDON, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé délégué titulaire,
- Madame Chantal GEORGELIN, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée déléguée suppléante.

DÉLIBÉRATION N° 2014-032 : ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SYNDICAT D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ÉPURATION ET LE SUIVI DES EAUX D'INDRE-ET-LOIRE (S.A.T.E.S.E.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, les délégués au Syndicat d'Assistance Technique pour l'Épuration et le Suivi des Eaux d'Indre-et-Loire (S.A.T.E.S.E.).

En effet, selon les dispositions de l'article L 5211-8 du C.G.C.T., le mandat des délégués est lié à celui du conseil municipal qui les a désignés.

Conformément à l'article L 5211-7 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La vocation et les missions du Syndicat d'Assistance Technique pour l'Épuration et le Suivi des Eaux d'Indre-et-Loire sont :

- exercice, par délégation du Conseil Général, de sa compétence d'assistance technique en matière d'assainissement collectif et non collectif,
- suivi des dispositifs d'assainissement collectif,
- assurance du Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) en réalisant les contrôles et diagnostics des installations d'assainissement non collectif,
- assistance aux maîtres d'ouvrage relative aux travaux de construction, d'extension ou d'aménagement de dispositifs d'épuration d'assainissement collectif,
- prestation de service pour le compte de ses membres et de tiers.

Il convient de désigner 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant. »

Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs : 1

Nombre de suffrages exprimés : 25

Majorité absolue : 13

Ont obtenu :

DESTIN Fabrice et ROTHUREAU Catherine : 25 voix (vingt-cinq voix).

- Monsieur Fabrice DESTIN, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé délégué titulaire,
- Madame Catherine ROTHUREAU, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée déléguée suppléante.

DÉLIBÉRATION N° 2014-033 : ELECTION DU DÉLÉGUÉ DE LA COMMUNE AU COMITÉ NATIONAL D'ACTION SOCIALE POUR LE PERSONNEL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (C.N.A.S.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, le délégué au Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales (C.N.A.S.).

L'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La vocation et les missions du Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales sont la mise en place d'une politique d'action sociale envers le personnel des collectivités adhérentes.

Il propose une large offre de prestations pour améliorer les conditions matérielles et morales des agents de la fonction publique territoriale.

Il convient de désigner 1 délégué auprès du collège des élus.

La déléguée auprès du collège des agents sera Madame Nadège TRULLIER qui est déjà correspondante du C.N.A.S. »

Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs : 2

Nombre de suffrages exprimés : 24

Majorité absolue : 13

Ont obtenu :

CLISSON Annie : 24 voix (vingt-quatre voix).

- Monsieur Annie CLISSON, ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée déléguée auprès du collège des élus.

DÉLIBÉRATION N° 2014-034 : ELECTION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION « CHANTS ET NOTES DE CHOISILLE ET D'OÉ »

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le conseil municipal doit élire, parmi ses membres, les délégués au Conseil d'Administration de l'association « Chants et Notes de Choisille et d'Oé ».

L'élection a lieu au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un 3<sup>ème</sup> tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

Il convient de désigner 2 délégués. »

Premier tour de scrutin :

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après :

Nombre de bulletins : 26

Bulletins blancs : 0

Nombre de suffrages exprimés : 26

Majorité absolue : 14

Ont obtenu :

PLAIS Lysiane et ORGEUR Pierre : 26 voix (vingt-six voix).

- Madame Lysiane PLAIS et Monsieur Pierre ORGEUR, ayant obtenu la majorité absolue, ont été proclamés délégués.

La présente délibération annule et remplace la précédente délibération portant le même numéro et ayant le même objet.

DÉLIBÉRATION N° 2014-035 : MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR ET DE LA FICHE D'INSCRIPTION DU SERVICE « TRANSPORT SCOLAIRE »

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Il conviendrait d'apporter quelques modifications au règlement intérieur et à la fiche d'inscription du service « Transport scolaire » en vue de la rentrée scolaire 2014-2015 ».

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE de modifier les documents en vigueur comme suit :

➤ en ce qui concerne le règlement intérieur :

- article 6 : ajout d'une mention précisant que la délivrance d'un duplicata de carte de transport scolaire sera désormais payante et facturée 3 € dès la première demande,

➤ en ce qui concerne la fiche d'inscription :

- ajout de la phrase « Acceptez-vous que la photo de votre enfant soit transmis au transporteur ? »,

PRECISE que ces dispositions seront applicables dès la rentrée scolaire de septembre 2014.

DÉLIBÉRATION N° 2014-036 : DÉNOMINATION D'UNE PLACE PUBLIQUE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Il appartient au Conseil Municipal de procéder à la dénomination des places et voies publiques.

L'appellation « Centre commercial de la Fuye » n'a plus de raison d'être aujourd'hui compte tenu de la fermeture de plusieurs commerces (pharmacie, boulangerie...) qui ont été transférés dans d'autres lieux.

Il serait souhaitable d'attribuer à cette place le nom de « Place de la Fuye ».

Il vous est donc proposé d'approuver cette dénomination. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Vu l'avis favorable émis par la commission « voirie » lors de sa réunion du 19 février dernier,

DECIDE de donner le nom de « Place de la Fuye » à la place située en bordure de la Rue de la Fuye,

CHARGE Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire, de communiquer cette information aux services concernés et notamment La Poste.

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 15 MAI 2014**

L'an deux mil quatorze, le quinze mai, à vingt heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, au lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire, en suite de convocation en date du sept mai.

Nombre de conseillers en exercice : 27.

### Etaient présents :

Patrick DELÉTANG, Gérard DAVIET, Marc PIGEON, Annie CLISSON, Catherine ROTHUREAU, Christian DRUELLE, Lysiane PLAIS, Fabrice DESTIN, Nicole DUMONT, Pierre ORGEUR, Jean-Pierre DESLIE, Dominique GOURDON, Chantal GEORGELIN, Jean-Philippe ROBIN, Joëlle METAY, Patricia BORDE, Jean-Michel BIZET, Christèle RULLIER-BRADESI, Isabelle TENDEL, Virginie SERFATY, Christophe VERRON, Patrick ETESSE, Didier MICHAUD et Claudine DESMARES, formant la majorité des membres en exercice.

### Etaient absents et avaient donné procuration :

Monique RICHER (procuration à Annie CLISSON), Catherine COCHARD (procuration à Patrick DELÉTANG) et Patrick SOUTY (procuration à Gérard DAVIET)

### Etaient absents :

Néant

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal des membres, il a été procédé à la nomination de Lysiane PLAIS, Adjointe au Maire, en tant que secrétaire de séance, assistée de Bertrand SOUDANS, Directeur Général des Services.

## **DÉLIBÉRATION N° 2014-037 : ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITÉ DE CONSEIL AU RECEVEUR MUNICIPAL**

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« L'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux prévoit, en son article 1, que : « Outre les prestations de caractère obligatoire qui résultent de leur fonction de comptable principal des communes et de leurs établissements publics ... les comptables non centralisateurs du Trésor, exerçant les fonctions de receveur municipal ou de receveur d'un établissement public local sont autorisés à fournir aux collectivités territoriales et aux établissements publics concernés des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable, notamment dans les domaines relatifs à :

- l'établissement des documents budgétaires et comptables,
- la gestion financière, l'analyse budgétaire, financière et de trésorerie,
- la gestion économique, en particulier pour les actions en faveur du développement économique et de l'aide aux entreprises,
- la mise en œuvre des réglementations économiques, budgétaires et financières.

Ces prestations ont un caractère facultatif. Elles donnent lieu au versement, par la collectivité ou l'établissement public intéressé, d'une indemnité dite "indemnité de conseil". »

L'article 2 dudit décret stipule que l'attribution de cette indemnité de conseil fait l'objet d'une délibération du conseil municipal qui en fixe le taux ; celui-ci peut être modulé en fonction des prestations demandées au comptable.

L'article 3 indique que l'indemnité est acquise au comptable pour toute la durée du mandat du conseil municipal.

Une nouvelle délibération doit être prise à l'occasion de tout changement de comptable ou lors du renouvellement du conseil municipal.

Et enfin, l'article 4 précise que l'indemnité est calculée par application du tarif ci-après à la moyenne des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre, et afférentes aux trois dernières années :

- sur les 7 622,45 premiers €, à raison de 3 ‰,
- sur les 22 867,35 € suivants, à raison de 2 ‰,
- sur les 30 489,80 € suivants, à raison de 1,50 ‰,
- sur les 60 679,61 € suivants, à raison de 1 ‰,
- sur les 106 714,31 € suivants, à raison de 0,75 ‰,
- sur les 152 449,02 € suivants, à raison de 0,50 ‰,
- sur les 228 673,53 € suivants, à raison de 0,25 ‰,
- sur toutes les sommes excédant 609 796,07 €, à raison de 0,10 ‰.

En aucun cas l'indemnité allouée ne peut excéder une fois le traitement brut majoré 150. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes,

DECIDE d'attribuer à Monsieur Lilian EXPERT, receveur municipal à la Trésorerie de VOUVRAY, l'indemnité de conseil prévue par le décret susvisé, au taux maximum.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-038 : ÉLECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNALE D'APPEL D'OFFRES (C.A.O.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

##### « ➤ Caractéristiques générales de la Commission d'Appel d'Offres :

- elle a un caractère permanent :

Elle est constituée pour la durée du mandat des élus qui la composent.

Elle ne peut être renouvelée en cours de mandat, quand bien même il y aurait une modification de la représentation des tendances politiques au sein de l'assemblée délibérante.

- elle est investie d'un pouvoir de décision :

Contrairement à d'autres commissions qui n'ont qu'un rôle consultatif, la C.A.O. est investie d'un pouvoir de décision dans le cadre des procédures formalisées de marchés publics.

- elle est une émanation de l'organe délibérant :

La composition de la C.A.O. doit refléter celle de l'assemblée délibérante dont elle est issue ; le mode de scrutin pour l'élection de ses membres est ainsi celui de la représentation proportionnelle au plus fort reste, qui permet l'expression pluraliste des élus en son sein.

##### ➤ Composition :

- ✓ Les membres à voix délibérative :

- Le Président :

Le Maire est Président de droit de la C.A.O. ; en cas de partage égal des voix, il a voix prépondérante.

- Les membres élus :

En application des dispositions de l'article 22 du Code des Marchés Publics, la Commission d'Appel d'Offres est composée, pour les communes de 3 500 habitants et plus, de cinq membres titulaires et de cinq suppléants élus au sein du conseil municipal.

- Les membres à voix consultative :

Peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la C.A.O. :

- un ou plusieurs membres du service technique compétent du pouvoir adjudicateur,
- des personnalités désignées par le président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de l'appel d'offres.

Lorsqu'ils y sont invités par le président, le comptable public et un représentant du service chargé de la concurrence (Direction Départementale de la Protection des Populations).

La C.A.O. peut également faire appel au concours d'agents de la personne publique compétents en matière de droit des marchés publics.

➤ **Modalités d'élection des membres :**

Les membres sont élus selon les deux modalités suivantes :

- à la représentation proportionnelle au plus fort reste, selon un scrutin de listes bloquées,
- au scrutin secret, sauf en cas de vote contraire à l'unanimité des membres de l'assemblée.

L'élection des titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage, ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. »

Vu l'article 22 du Code des Marchés Publics,

Vu l'article L. 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que, à la suite des élections municipales, il convient de constituer la commission communale d'appel d'offres, et ce pour la durée du mandat,

Considérant que la commission d'appel d'offres a un caractère permanent et est présidée par le Maire, Président de droit, ou son représentant,

Considérant qu'il a été décidé, à l'unanimité, de ne pas procéder à un vote au scrutin secret,

Le conseil municipal décide de procéder à l'élection en son sein, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, et à main levée, de cinq membres titulaires ainsi que de cinq suppléants.

Les listes de candidats suivantes ont été présentées :

- Liste A :

- DAVIET Gérard, PIGEON Marc, ORGEUR Pierre et ROBIN Jean-Philippe, membres titulaires,
- RICHER Monique, DUMONT Nicole, DESLIE Jean-Pierre et RULLIER-BRADÉSI Christèle, membres suppléants,

- Liste B :

- MICHAUD Didier, membre titulaire,
- ETESSE Patrick, membre suppléant.

Le dépouillement du vote a donné les résultats suivants :

Nombre de votants : 27

Bulletins blancs : 0

Nombre de suffrages exprimés : 27

Sièges à pourvoir : 5

Quotient électoral : nombre de suffrages exprimés / nombre de sièges à pourvoir = 5,40.

Ont obtenu :

Désignation des listes	Nombre de voix	Quotient	Nombre de sièges attribués au quotient	Reste	Nombre de sièges attribués au plus fort reste
Liste A	24	4,4444	4	2,40	0
Liste B	3	0,5555	0	3,00	1

Ont été proclamés membres de la Commission Communale d'Appel d'Offres :

Messieurs Gérard DAVIET, Marc PIGEON, Pierre ORGEUR, Jean-Philippe ROBIN et Didier MICHAUD, membres titulaires,

Mesdames Monique RICHER, Nicole DUMONT, Christèle RULLIER-BRADÉSI et Messieurs Jean-Pierre DESLIE et Patrick ETESSE, membres suppléants,  
pour constituer, avec le Maire, Président de droit, ou son représentant, la Commission Communale d'Appel d'Offres.

DÉLIBÉRATION N° 2014-039 : PROPOSITION DE DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (C.C.I.D.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« L'article 1650-1 du Code Général des Impôts prévoit que, dans chaque commune, il est institué une Commission Communale des Impôts Directs (C.C.I.D.), composée du Maire, ou de l'adjoint délégué et, dans les communes de plus de 2 000 habitants, de huit commissaires.

La durée du mandat des membres de la commission est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Il convient donc, à la suite des récentes élections, de procéder à la constitution d'une nouvelle Commission Communale des Impôts Directs.

Les huit commissaires titulaires, ainsi que les huit commissaires suppléants, sont désignés par l'Administrateur Général des Finances Publiques (ex Directeur des Services Fiscaux) sur une liste de contribuables, dressée en nombre double par le conseil municipal.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d proposer une liste comportant seize noms pour les commissaires titulaires et seize noms pour les commissaires suppléants, en veillant à ce que les conditions suivantes soient respectées :

❖ Conditions à remplir par les commissaires : ils doivent, hommes ou femmes, être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union Européenne, être âgés de 25 ans au moins, jouir de leur droits civils, être inscrits à l'un des rôles des impôts directs locaux de la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission,

❖ Conditions touchant à la constitution de la commission : le choix des commissaires doit être effectué de manière à assurer une représentation équitable des différentes catégories de personnes respectivement imposées à la taxe d'habitation, à la taxe foncière , à la contribution foncière des entreprises.

Un commissaire titulaire et un commissaire suppléant doivent obligatoirement être domiciliés en dehors de la commune.

Lorsque le territoire de la commune comporte un ensemble de propriétés boisées de 100 hectares au minimum, un commissaire titulaire et un commissaire suppléant doivent être propriétaires de bois ou de forêts d'une superficie suffisante et faisant l'objet d'une exploitation régulière. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE de dresser comme suit la liste des contribuables proposés à la désignation de l'Administrateur Général des Finances Publiques :

Titulaires :

DAVIET Gérard – 19 Rue de l'Ile de France – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
BLUTEAU Jean – 19 Rue Eve Lavallière – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
PIGEON Marc – 26 Chemin de la Rue – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
DESTIN Fabrice – 1 Rue Sainte Agathe – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
PLAIS Lysiane – 12 Rue Jean Fleuriau – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
GAILLARD Michel – 42 Rue des Guessières – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
ORGEUR Pierre – 6 Rue Saint Vincent – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
RICHER Monique – 16 Chemin de Choisille – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
DRUELLE Christian – 7 A Chemin de la Bergerie – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE

DUMONT Nicole – Les Basses Rentries – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
GOURDON Dominique – 12 Rue de la Bourdillière – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
GEORGELIN Chantal – 70 Rue des Guessières – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
ROBIN Jean-Philippe – La Guérinière – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
COCHARD Catherine – 12 Chemin du Varoir – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE

Propriétaire forestier :

DE ROCHAMBEAU Armelle – La Sillonnière – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE

Propriétaire hors commune :

GUERTON Maryse – 2 bis La Rainière – 37360 BEAUMONT-LA-RONCE

Suppléants :

CLISSON Annie – 20 Chemin de Choisille – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
ROTHUREAU Catherine – 9 Chemin de la Bergerie – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
DESLIE Jean-Pierre – 14 Rue Paul Verlaine – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
METAY Joëlle – 30 Rue du Prieuré – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
BORDE Patricia – 18 Avenue de Langennerie – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
BIZET Jean-Michel – 30 Rue de la Bourdillière – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
RULLIER-BRADÉSI Christèle – 29 Rue des Pinsonnières – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
TENDEL Isabelle – 10 Rue de Langennerie – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
SERFATY Virginie – 32 Rue du Prieuré – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
VERRON Christophe – 23 Rue Eve Lavallière – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
SOUTY Patrick – 2 A Rue de la Mairie – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
TAHON Edwige – 22 Rue du Prieuré – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
KERGOSIEN Régis – 3 Rue Jean Houcke – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE  
CLEMENT Jean-Paul – 12A Chemin de la Bergerie – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE

Propriétaire forestier :

COURIER DE MERE Jacques – La Chute – 37390 CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE

Propriétaire hors commune :

HOLLIN Guy – 10 Allée Filonnière – 37390 CERELLES.

DÉLIBÉRATION N° 2014-040 : DÉSIGNATION DU CORRESPONDANT DÉFENSE DE LA COMMUNE (CORDEF)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Un correspondant défense, qui sera un interlocuteur essentiel dans le cadre de la pérennisation du lien armée-nation, notamment pour les cérémonies patriotiques qui seront organisées, doit être désigné au sein du conseil municipal.

Il sera également le relais d'information et de renseignements entre les administrés et le ministère de la défense ; à cet égard, il sera concerné par les démarches de tous les jeunes de la commune dans le cadre de leur parcours citoyen (recensement, journée défense et citoyenneté...).

Il sera aussi le contact privilégié de ceux qui souhaiteraient embrasser une carrière de militaire d'active ou de réserve.

Il sera enfin le lien très important pour ceux qui voudraient bénéficier des opportunités offertes par le ministère de la défense aux jeunes confrontés à des difficultés sociales.

Pour l'accompagner et le soutenir dans sa mission, il pourra compter sur le délégué militaire départemental (D.M.D.).

Il est indispensable que ce correspondant ait un intérêt marqué pour les questions de défense. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,



DÉSIGNE Monsieur Jean-Michel BIZET, conseiller municipal, en qualité de correspondant défense de la Commune.

DÉLIBÉRATION N° 2014-041 : DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SEIN DE LA COMMISSION DE SUIVI DE SITE DANS LE CADRE DU FONCTIONNEMENT DES ÉTABLISSEMENTS SOCAGRA ET DE SANGOSSE (C.S.S.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Par arrêté préfectoral du 21 mai 2012, a été créée une Commission de Suivi de Site (C.S.S.) dans le cadre du fonctionnement des établissements SOCAGRA, situé sur le territoire de la commune de SAINT-ANTOINE-DU-ROCHER, et DE SANGOSSE, situé sur celui de la commune de METTRAY, classés SEVESO Seuil Haut, en remplacement du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.).

Cette commission a pour mission de :

- créer, entre les différents représentants des collèges, un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations,
- suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité,
- promouvoir, pour ces installations, l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'arrêté désignait les 22 membres de cette commission, répartis en 5 collèges : administration, collectivités territoriales, riverains, exploitants et salariés.

Suite au renouvellement du conseil municipal, il est demandé que soient désignés un délégué titulaire et un délégué suppléant de la commune au sein de cette commission. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DESIGNE Monsieur Patrick DELÉTANG, en qualité de délégué titulaire, et Monsieur Dominique GOURDON, en qualité de délégué suppléant de la commune au sein de la Commission de Suivi de Site dans le cadre du fonctionnement des établissements SOCAGRA et DE SANGOSSE.

DÉLIBÉRATION N° 2014-042 : AUTORISATION DONNÉE AU MAIRE POUR LA SIGNATURE DE CONVENTIONS

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Des conventions doivent être régulièrement signées dans des domaines d'interventions très variés et avec des partenaires très diversifiés : Etat, collectivités territoriales (communes, E.P.C.I., syndicats intercommunaux, département, région), organismes publics ou privés (C.A.F., Agence de l'Eau, Trésor Public, D.D.T., bailleurs sociaux...), associations et clubs locaux, etc...

En vue de favoriser un fonctionnement rapide et souple de l'administration communale, il serait souhaitable que je puisse signer les conventions courantes sans devoir systématiquement attendre qu'une réunion du conseil municipal ait lieu pour y être autorisé et ce, au cas par cas.

En retour, il m'incomberait d'informer l'assemblée délibérante des conventions que j'ai été amené à signer dans ce cadre de cette autorisation.

Il va de soi que toute convention qui engagerait la commune de manière importante et/ou prolongée et qui nécessiterait un débat serait préalablement soumise à la commission municipale compétente ou au conseil municipal. »

Après délibération, le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 2 abstentions,

AUTORISE Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire, à signer les conventions courantes en vue de faciliter et d'accélérer la gestion des affaires communales.

DÉLIBÉRATION N° 2014-043 : MODIFICATION TABLEAU EFFECTIFS (ANNULEE)

DÉLIBÉRATION N° 2014-044 : SIGNATURE D'UN CONTRAT D'ABONNEMENT A UN CERTIFICAT ÉLECTRONIQUE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Dans le cadre du développement de l'e-administration et plus particulièrement de la dématérialisation du processus de paiement du contrat unique d'insertion (C.U.I.) ou du contrat d'accompagnement à l'emploi (C.A.E.), l'Agence de Services et de Paiement (A.S.P.), chargée du versement des aides mentionnées aux articles L. 5134-30 et L. 5134-72 du code du travail, a mis à la disposition des collectivités un portail internet dénommé SYLAé (Système de Libre Accès aux Employeurs).

Afin d'utiliser cette plate forme électronique d'échange et de sécuriser toute transaction avec l'A.S.P., il est nécessaire de disposer d'un certificat électronique, véritable « carte d'identité numérique » pour l'employeur.

La commune avait donc décidé, par délibération en date du 17 janvier 2013, de faire l'acquisition d'un certificat électronique délivré par SG Trust Services (groupe Société Générale).

Cette société vient toutefois de nous informer qu'elle cesse cette prestation et que notre abonnement, qui se termine le 28 juin prochain, ne sera pas renouvelé.

La Société Générale nous propose un partenariat avec CERTEUROPE, société spécialisée dans les services de la certification, qui est en mesure de nous fournir un certificat référencé par les téléprocédures administratives. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE, afin de sécuriser les échanges de la mairie avec l'Agence de Services et de Paiement, via le portail SYLAé, de faire l'acquisition d'un certificat électronique auprès de la société CERTEUROPE,

PREND NOTE de son coût qui s'élève à 122,40 € TTC pour 3 ans (tarif préférentiel bénéficiant d'une remise de 30 %),

AUTORISE Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire à signer le contrat d'abonnement y afférent.

DÉLIBÉRATION N° 2014-045 : APPROBATION DU MONTANT DES CHARGES TRANSFÉRÉES EN MATIÈRE DE VOIRIE PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION TOUR(S)PLUS POUR 2014

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Au cours de sa réunion du 13 février 2014, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de charges (C.L.E.T.) de la communauté d'agglomération Tour(s)Plus, a arrêté, pour 2014, le montant des charges transférées.

Celui-ci s'élève, pour l'ensemble des communes membres, à la somme de 642 976,24 €.

Les transferts portent uniquement sur ceux découlant de la reconnaissance d'intérêt communautaire en matière de voirie (il est rappelé, à ce sujet, que l'évaluation prend en compte les voiries d'intérêt communautaire de l'année précédente, soit en l'occurrence 2013). »

Après délibération, le Conseil Municipal, par 26 voix pour et 1 abstention,

APPROUVE le montant des charges transférées par Tour(s)Plus, en matière de voirie, au titre de l'année 2014.

DÉLIBÉRATION N° 2014-046 : DEMANDE DE VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS POUR LA CONSTRUCTION D'UN BATIMENT DE STOCKAGE DE MATÉRIEL DESTINÉ AUX ASSOCIATIONS CANCELLIENNES, AU TITRE DE 2014, AUPRÈS DE TOUR(S)PLUS

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Un fonds de concours peut être versé à la commune, par Tour(s)Plus, en vue de la réalisation de travaux concernant des bâtiments communaux ; pour 2014, son montant est de 46 352 €.

Le projet de construction d'un bâtiment de stockage de matériel destiné aux associations communales, entre dans la catégorie des travaux éligibles à ce fonds de concours.

Le coût du chantier a été estimé à 163 106 € HT par l'architecte chargé de la maîtrise d'œuvre (le montant définitif ne sera connu que lorsque la consultation d'entreprises aura eu lieu préalablement à la passation de marchés par corps d'état).

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE de solliciter, auprès de Tour(s)Plus, le versement d'un fonds de concours, d'un montant de 46 352 €, en vue de la construction d'un bâtiment de stockage de matériel pour les associations communales, dont le chantier débutera courant 2014.

DÉLIBÉRATION N° 2014-047 : DEMANDE DE VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS POUR LES ILLUMINATIONS DE NOEL 2014, AUPRÈS DE TOUR(S)PLUS

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Un fonds de concours pour les illuminations de Noël peut être versé à la commune, par Tour(s)Plus ; pour 2014, son montant est de 3 000 € (soit 50 % d'une dépense plafonnée à 6 000 €).

Cette somme inclut les dépenses liées à l'achat de nouvelles guirlandes ou motifs lumineux, aux frais de location de matériel (nacelle par exemple), à l'intervention d'une entreprise prestataire etc...

La demande doit être renouvelée chaque année. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

DECIDE de solliciter, auprès de Tour(s)Plus, le versement d'un fonds de concours, d'un montant de 3 000 €, en vue des illuminations de Noël 2014.

DÉLIBÉRATION N° 2014-048 : CRÉATION D'UN MARCHÉ COMMUNAL HEBDOMADAIRE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Par délibération en date du 16 avril 2009, le conseil municipal avait décidé de créer un marché hebdomadaire qui aurait lieu tous les vendredis, de 15 heures à 19 heures, sur la Place de l'Eglise, et avait fixé les modalités de son organisation.

Les conditions matérielles non favorables dans lesquelles ce marché avait été mis en place ont fait que son existence a été brève.

La création d'une place au cœur du village, avec ses branchements forains en eau et en électricité, a rendu plus propice l'installation de commerces ambulants.

Suite à une entrevue ce jour avec Madame BOULANGÉ, Présidente du syndicat des marchés de Touraine, ce projet de marché hebdomadaire pourrait donc être relancé dans les meilleurs délais, avec toutefois des modalités d'organisation différentes :

- le jour serait le samedi matin (ce jour a été fixé en fonction des dates des marchés des communes environnantes),
- les horaires seraient de 8 heures 30 à 13 heures,
- la date du 1<sup>er</sup> marché serait le 21 juin,
- la gratuité des emplacements et des branchements serait accordée aux commerçants. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2224-18,

Vu l'avis favorable émis par le Syndicat des Marchés de Touraine,

DECIDE de créer, à compter du 21 juin 2014, un marché communal hebdomadaire qui se tiendra sur la Place de la Grande Ferme, chaque samedi matin, de 8 heures 30 à 13 heures,

PRECISE qu'un règlement intérieur dudit marché sera établi dans les meilleurs délais,

AJOUTE que, dans le cadre d'une période d'essai, aucun droit de place ni participation ne sera réclamé aux commerçants,

CHARGE Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire, de prendre toutes mesures utiles pour la mise en place de ce marché et notamment le lancement d'une campagne de communication afin d'en informer les habitants de la commune (par le biais du « Cancellien », du site internet, etc...) mais surtout les commerçants présents sur d'autres marchés locaux.

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 19 JUIN 2014**

L'an deux mil quatorze, le dix-neuf juin, à vingt heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en session ordinaire, au lieu habituel de leurs séances, sous la présidence de Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire, en suite de convocation en date du treize juin.

Nombre de conseillers en exercice : 27.

### Etaient présents :

Patrick DELÉTANG, Gérard DAVIET, Marc PIGEON, Annie CLISSON, Catherine ROTHUREAU, Christian DRUELLE, Lysiane PLAIS, Fabrice DESTIN, Nicole DUMONT, Jean-Pierre DESLIE, Dominique GOURDON, Joëlle METAY, Catherine COCHARD, Patricia BORDE, Patrick SOUTY, Christèle RULLIER-BRADESI, Virginie SERFATY, Christophe VERRON, Patrick ETESSE, Didier MICHAUD et Claudine DESMARES, formant la majorité des membres en exercice.

### Etaient absents et avaient donné procuration :

Monique RICHER (procuration à Annie CLISSON), Pierre ORGEUR (procuration à Catherine ROTHUREAU), Chantal GEORGELIN (procuration à Marc PIGEON), Jean-Philippe ROBIN (procuration à Nicole DUMONT), Jean-Michel BIZET (procuration à Patrick DELÉTANG) et Isabelle TENDEL (procuration à Fabrice DESTIN).

### Etaient absents :

Néant

Le Président ayant ouvert la séance et fait l'appel nominal des membres, il a été procédé à la nomination de Lysiane PLAIS, Adjointe au Maire, en tant que secrétaire de séance, assistée de Bertrand SOUDANS, Directeur Général des Services.

## **DÉLIBÉRATION N° 2014-049 : ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2013 – BUDGET COMMUNE**

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Les résultats de l'exécution 2013 du budget commune sont les suivants :

- section de fonctionnement :
- dépenses : 2 995 854,81 €

- recettes : 3 236 899,60 €  
soit un excédent de 241 044,79 €,

- section d'investissement :  
- dépenses : 1 670 681,79 €  
- recettes : 1 178 599,80 €  
soit un déficit de 492 081,99 €,

et un déficit global de l'exercice de 251 037,20 €.

En tenant compte des résultats reportés de 2012, les résultats de clôture de l'exercice 2013 sont les suivants :

- section de fonctionnement :  
excédent de 720 449,63 € (excédent de l'exercice de 241 044,79 € + excédent de 2012 reporté de 479 404,84 €),

- section d'investissement :  
déficit de 316 292,64 € (déficit de l'exercice de 492 081,99 € – excédent de 2012 reporté de 175 789,35 €),

et un excédent global de clôture de 404 156,99 €.

Par ailleurs, les montants des restes à réaliser, en section d'investissement, sont les suivants :

- dépenses : 56 581,03 €  
- recettes : 33 807,23 €. »

Après délibération, le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 1 abstention,

Vu l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

ADOpte le compte administratif 2013 du budget « commune ».

DÉLIBÉRATION N° 2014-050 : ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2013 – BUDGET COMMUNE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le compte de gestion 2013, présenté par le Receveur Municipal, fait apparaître les mêmes résultats **que ceux du compte administratif, à savoir :**

- section de fonctionnement :  
- dépenses : 2 995 854,81 €  
- recettes : 3 236 899,60 €  
soit un excédent de 241 044,79 €,

- section d'investissement :  
- dépenses : 1 670 681,79 €  
- recettes : 1 178 599,80 €  
soit un déficit de 492 081,99 €,

et un déficit global de l'exercice de 251 037,20 €.

Par ailleurs, les résultats de clôture de l'exercice 2013, tenant compte des résultats reportés de 2012, sont les suivants :

- section de fonctionnement : excédent de 720 449,63 €,

- section d'investissement : déficit de 316 292,64 €,

et un excédent global de clôture de 404 156,99 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

ADOpte le compte de gestion 2013 du budget « commune ».

DÉLIBÉRATION N° 2014-051 : ADOPTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2013 – BUDGET ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Les résultats de l'exécution 2013 du budget assainissement sont les suivants :

- section de fonctionnement :

- dépenses : 77 780,25 €  
- recettes : 128 423,48 €  
soit un excédent de 50 643,23 €,

- section d'investissement :

- dépenses : 233 557,53 €  
- recettes : 109 760,28 €  
soit un déficit de 123 797,25 €,

et un déficit global de l'exercice de 73 154,02 €.

En tenant compte des résultats reportés de 2012, les résultats de clôture de l'exercice 2013 sont les suivants :

- section de fonctionnement :

excédent de 103 580,74 € (excédent de l'exercice de 50 643,23 € + excédent de 2012 reporté de 52 937,51 €),

- section d'investissement :

déficit de 40 554,66 € (déficit de l'exercice de 123 797,25 € – excédent de 2012 reporté de 83 242,59 €),

et un excédent global de clôture de 63 026,08 €. »

Après délibération, le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 1 abstention,

Vu l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales,

ADOpte le compte administratif 2013 du budget « assainissement ».

DÉLIBÉRATION N° 2014-052 : ADOPTION DU COMPTE DE GESTION 2013 – BUDGET ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Le compte de gestion 2013, présenté par le Receveur Municipal, fait apparaître les mêmes résultats que ceux du compte administratif, à savoir :

- section de fonctionnement :

- dépenses : 77 780,25 €  
- recettes : 128 423,48 €  
soit un excédent de 50 643,23 €,

- section d'investissement :

- dépenses : 233 557,53 €  
- recettes : 109 760,28 €  
soit un déficit de 123 797,25 €,

et un déficit global de l'exercice de 73 154,02 €.

Par ailleurs, les résultats de clôture de l'exercice 2013, tenant compte des résultats reportés de 2012, sont les suivants :

- section de fonctionnement : excédent de 103 580,74 €,
  - section d'investissement : déficit de 40 554,66 €,
- et un excédent global de clôture de 63 026,08 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

ADOpte le compte de gestion 2013 du budget « assainissement ».

DÉLIBÉRATION N° 2014-053 : CLOTURE DU BUDGET ASSAINISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2013

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« La Commune a transféré sa compétence assainissement à la Communauté d'Agglomération Tour(s)plus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, date de son intégration à cet E.P.C.I.

Le budget annexe « Assainissement » n'ayant plus de raison d'exister, Monsieur Lilian EXPERT, Trésorier de VOUVRAY, demande qu'il soit procédé à sa clôture. »

Après délibération, le Conseil Municipal, par 26 voix pour et 1 refus de prendre part au vote,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5211-5,

DÉCIDE de :

- clôturer le budget annexe « Assainissement », avec effet au 31 décembre 2013,
- reporter les résultats 2013 de ce budget aux articles 001 et 002 du budget « Commune »,
- mettre les biens inscrits à l'actif à disposition de Tour(s)plus.

DÉLIBÉRATION N° 2014-054 : AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT 2013 DES BUDGETS COMMUNE ET ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Les résultats de l'exercice budgétaire 2013 viennent d'être arrêtés lors de l'adoption des comptes administratifs.

A titre de rappel, ils sont les suivants :

Budget commune :

- section de fonctionnement : excédent de clôture de 720 449,63 €,
  - section d'investissement : déficit de clôture de 316 292,64 €, auquel il faut ajouter les RAR à hauteur de 22 773,80 €, soit un total de 339 066,44 €.
- (ces résultats avaient été repris par anticipation en vue de l'adoption du BP 2014, par délibération en date du 20 février 2014)

Budget assainissement :

- section de fonctionnement : excédent de clôture de 103 580,74 €,
- section d'investissement : déficit de clôture de 40 554,66 €.

Compte tenu de la clôture du budget assainissement au 31 décembre 2013, il convient d'intégrer les résultats de ce budget annexe dans ceux du budget communal, soit :

- section de fonctionnement : excédent de clôture global de 824 030,37 €,
- section d'investissement : déficit de clôture global de 379 621,10 € (y compris les RAR),

et de procéder à leur affectation. »

Après délibération, le Conseil Municipal, par 26 voix pour et 1 abstention,

Vu la délibération n° 2014-007 du 20 février 2014 décidant la reprise anticipée des résultats 2013 du budget Commune,

DÉCIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2013, d'un montant global de 824 030,37 €, comme suit :

- 379 621,10 € à l'article 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé)  
(à titre de mémoire, la somme de 339 066,44 € avait été reprise par anticipation au BP 2014, la différence, soit 40 554,66 € sera reprise dans le cadre d'une DM 1),
- 444 409,27 € (solde) à l'article 002 (excédent de fonctionnement reporté)  
(à titre de mémoire, la somme de 381 383,19 € avait été reprise par anticipation au BP 2014, la différence, soit 63 026,08 € sera reprise dans le cadre d'une DM 1),

AJOUTE que les documents budgétaires établis jusqu'à présent seront modifiés en conséquence.

DÉLIBÉRATION N° 2014-056 : FIXATION DE LA DURÉE D'AMORTISSEMENT DES BIENS (COMPLÉMENT)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« L'amortissement pour dépréciation est la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de toute autre cause. Il consiste généralement en l'étalement, sur une durée probable de vie, de la valeur des biens amortissables.

L'article R. 2321-1 du C.G.C.T. précise que les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception toutefois :

- des frais relatifs aux documents d'urbanisme visés à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme qui sont amortis sur une durée maximale de 10 ans,
- des frais d'études et des frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- des frais de recherche et de développement qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- des brevets qui sont amortis sur la durée du privilège dont ils bénéficient ou sur la durée effective de leur utilisation si elle est plus brève,
- des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée maximale de 5 ans lorsque le bénéficiaire est une personne de droit privé, ou de 15 ans lorsque le bénéficiaire est un organisme public.

Pour les autres immobilisations, il est possible de se référer au barème de l'instruction comptable.

Par délibération en date du 30 juin 2011, le Conseil Municipal avait donc décidé :

- de limiter l'amortissement budgétaire aux catégories de biens visées expressément par l'instruction comptable comme obligatoires,
- d'accepter de procéder, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, à l'amortissement selon les durées d'amortissement linéaire inscrites dans le tableau joint en annexe,
- d'amortir en un an les immobilisations d'une valeur unitaire inférieure à 500 € HT.

Il convient aujourd'hui de compléter ce tableau par l'article budgétaire 2132 (immeubles de rapport) car, considérant qu'ils sont productifs de revenus et ne relèvent pas de services publics essentiels, il est prévu, par exception, qu'ils soient amortis. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DÉCIDE :

- de reconduire les dispositions relatives à la durée d'amortissement des biens fixées par la délibération du Conseil Municipal n° 11-049 en date du 30 juin 2011,
- d'y ajouter l'article 2132, dont la durée d'amortissement sera de 20 ans.



DÉLIBÉRATION N° 2014-057 : TRANSFERT DE L'ACTIF, EN MATIÈRE D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, AU S.I.E.I.L.

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Par délibération en date du 20 octobre 2011, le Conseil Municipal a décidé de transférer sa compétence éclairage public au S.I.E.I.L. (Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire).

Ce transfert implique que le patrimoine existant en éclairage public dans la commune est mis à disposition du S.I.E.I.L. pendant toute la durée du transfert de compétence, conformément aux dispositions de l'article L. 1321-1 du C.G.C.T.

Cette démarche n'ayant pas été finalisée par délibération du Conseil Municipal, Monsieur Lilian EXPERT, Trésorier de VOUVRAY, nous demande de procéder à sa régularisation.

Le receveur municipal procédera aux opérations non-budgétaires pour transférer cet actif à la Paierie Départemental d'Indre-et-Loire, comptable en titre du S.I.E.I.L. (ces biens sont transférés au compte 2423). »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DÉCIDE le transfert, au S.I.E.I.L., du montant ci-après inscrit à l'actif de la commune, avec effet au 31 décembre 2011 :

COMPTE	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	VALEUR BRUTE	VALEUR NETTE
21534	1998/RES/50	ECLAIRAGE PUBLIC	31/12/1998	211 277,74 €	211 277,74 €
21534	2007/RES/84	ECLAIRAGE PUBLIC 2007	31/12/2007	24 917,19 €	24 917,19 €
21534	2010/RES/85	REDUCTION PUISSANCE ECLAIRAGE PUBLIC	31/12/2010	23 918,80 €	23 918,80 €
21534	2011/RES/83	EXTENSION RESEAU	31/12/2011	7 466,27 €	7 466,27 €
<b>TOTAL</b>				<b>267 580,00 €</b>	<b>267 580,00 €</b>

DÉLIBÉRATION N° 2014-058 : TRANSFERT D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT VERSÉE PAR LE S.I.E.I.L. ET DÉCISION DE SA DURÉE D'AMORTISSEMENT

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Par délibération en date du 20 octobre 2011, le Conseil Municipal a décidé de transférer sa compétence éclairage public au S.I.E.I.L. (Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire).

Ce transfert implique qu'il n'est plus autorisé de comptabiliser à l'article 21534 les subventions versées par le S.I.E.I.L.

En effet, ces financements sont considérés comme des subventions d'investissement et doivent, à ce titre, être amorties sur une durée maximum de 15 ans.

Cette démarche n'ayant pas été finalisée par délibération du Conseil Municipal, Monsieur Lilian EXPERT, Trésorier de VOUVRAY, nous demande de procéder à sa régularisation. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DÉCIDE le transfert du montant ci-après, inscrit à tort à l'article 21534, à l'article 2041582 :

COMPTE	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	VALEUR BRUTE	VALEUR NETTE
21534	SUBVENTION 2013	RESEAU ECLAIRAGE PUBLIC 2013	13/11/2013	8 198,60 €	8 198,60 €
<b>TOTAL</b>				<b>8 198,60 €</b>	<b>8 198,60 €</b>

AJOUTE que les biens inscrits à l'article 2041582 seront amortis sur une durée de 15 ans.

DÉLIBÉRATION N° 2014-059 : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU S.I.E.I.L. POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX SUR LE RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Par délibération du Conseil Municipal en date du 20 octobre 2011, le Conseil Municipal a décidé de transférer au S.I.E.I.L. (Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire) sa compétence éclairage public.

Un audit complet des installations d'E.P. de la commune a été réalisé en 2011 et la sécurisation du patrimoine existant a été engagée ou effectuée depuis cette date conformément aux prescriptions de cet audit.

Une somme de 30 000 € a été votée dans le cadre du budget primitif 2014, ce qui constitue le montant maximum de la participation communale versée au S.I.E.I.L. pour la réalisation de travaux d'éclairage public dans la commune au cours de cette année.

Le S.I.E.I.L., comme chaque année, demande que le Conseil confirme son engagement à effectuer des travaux dans la limite des crédits prévus. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

S'ENGAGE à réaliser, en 2014, des travaux sur le réseau d'éclairage public de la Commune, dont le programme n'a pas encore été arrêté, dans la limite maximale des prévisions budgétaires,

DÉCIDE de solliciter, pour ce faire, une participation financière du Syndicat Intercommunal d'Energie d'Indre-et-Loire.

DÉLIBÉRATION N° 2014-060 : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DU FONDS D'AIDE AU FOOTBALL AMATEUR POUR LE RENFORCEMENT DE L'ÉCLAIRAGE DU TERRAIN D'ENTRAÎNEMENT DU STADE DE FOOTBALL

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« La Commune a décidé de procéder au renforcement de l'éclairage du terrain d'entraînement du stade de football qui est insuffisant et obsolète.

Le projet consiste en :

- l'ouverture et la fermeture de 250 m de tranchées pour le passage des fourreaux d'alimentation,
- la fourniture et la pose de 300 m de fourreaux,
- la fourniture et la pose de 300 m de câble et de regards,
- le coulage de 4 massifs,
- la fourniture et la pose de 4 mâts de 18 m cylindro-coniques,
- la fourniture et la pose de 8 projecteurs de 2 000 W,
- la fourniture et la pose d'une armoire électrique avec protection des départs,
- la dépose des 4 poteaux béton existants,
- les réglages, essais et mise en service.

Après une consultation d'entreprises spécialisées, dans le cadre d'un marché à procédure adaptée (M.A.P.A.), il s'avère que la meilleure offre a été consentie par la Sté BOUYGUES Energies et Services, sise à CHANCEAUX-SUR-CHOISILLE, pour un montant de 46 100,00 € HT, soit 55 320,00 € TTC.

Le Fonds d'Aide au Football Amateur (F.A.F.A.) peut, en vue de promouvoir des investissements indispensables au développement du football amateur, financer des installations sportives dédiées à la pratique du football.

Une subvention, à hauteur de 50 % maximum du coût subventionnable, dans la limite de 50 000 € pour les projets les plus lourds, peut ainsi être accordée

La mise en conformité d'un éclairage entre dans la catégorie des projets pouvant être subventionnés. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DÉCIDE de solliciter une subvention auprès du Fonds d'Aide au Football Amateur (F.A.F.A.) en vue de la réalisation des travaux de renforcement de l'éclairage du terrain d'entraînement du stade de football, situé Route de Vernou,

AJOUTE que les crédits nécessaires ont été prévus au budget de l'exercice en cours,

PRÉCISE que ces travaux seront auto-financés.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-061 : DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS DE LA COMMUNE AU SEIN DU COMITÉ LOCAL D'ANIMATION ET DE DÉVELOPPEMENT (C.L.A.D.)

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« La Région Centre, autorité organisatrice des transports collectifs régionaux, a mis en place, sur chacun des axes de son périmètre, des comités de lignes.

Ces comités réunissent élus, associations, organisations syndicales de cheminots, usagers et représentants de SNCF et RFF avec l'objectif qu'ils examinent ensemble la qualité du service rendu et ses éventuelles évolutions.

Dans cette perspective, la Région Centre a mis en place un Comité Local d'Animation et de Développement (C.L.A.D.) sur la ligne suivante : TOURS – CHATEAUDUN.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de désigner un membre titulaire et un membre suppléant qui représenteront la Commune aux réunions de ce C.L.A.D. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DÉSIGNE Monsieur Christian DRUELLE, en qualité de délégué titulaire, et Monsieur Christophe VERRON, en qualité de délégué suppléant, du Comité Local d'Animation et de Développement de la ligne TOURS – CHATEAUDUN.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-062 : EXERCICE DU DROIT A LA FORMATION DES ÉLUS

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Tous les membres du Conseil Municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions électives.

Afin de conforter ce droit, le législateur a introduit, à l'article L. 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'obligation pour le Conseil Municipal de délibérer, dans les trois mois suivant son renouvellement, sur l'exercice du droit à la formation de ses membres.

Il détermine, à cette occasion, les orientations et les crédits ouverts à ce titre, étant entendu que le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités qui peuvent être allouées aux élus de la Commune.

Un crédit de base de 50 € avait été prévu au budget primitif 2014 ; une nouvelle provision de 950 € est proposée dans le cadre d'une décision modificative n° 1.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de délibérer sur ce sujet. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2123-12,

ADOPTE les orientations suivantes :

- les formations suivies doivent être adaptées aux fonctions des élus concernés,
- elles doivent être impérativement dispensées par des organismes qui ont fait l'objet d'un agrément délivré par le Ministère de l'Intérieur après avis du Conseil National de la Formation des Elus Locaux (C.N.F.E.L.),

PRÉCISE que le montant des dépenses de formation ne pourra excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la Commune,

ACCEPTE de prévoir des crédits au budget de l'exercice en cours,

AJOUTE qu'un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la Commune sera annexé au compte administratif et donnera lieu à un débat annuel sur la formation des membres du Conseil Municipal.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-063 : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS COMMUNAUX

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois permanents et non permanents à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

La délibération doit préciser :

- le(s) grade(s) correspondant à l'emploi créé,
- le motif invoqué, la nature des fonctions, le niveau de recrutement et de rémunération de l'emploi de non titulaire créé en application de l'article 3 de la loi précitée. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

Vu le précédent tableau des emplois adopté par délibération du Conseil Municipal n° 2013-50 en date du 24 octobre 2013,

Considérant la nécessité de créer plusieurs postes suite à des avancements de grade au titre de l'ancienneté, et par conséquent, de supprimer les postes qui n'ont plus vocation à exister,

Vu le tableau d'avancement de grade établi par le Centre de Gestion d'Indre et Loire au titre de l'année 2014,

DECIDE de modifier le tableau des effectifs du personnel communal, comme suit :

<b>CREATION D'EMPLOIS PERMANENTS TITULAIRES</b>
---

**Filière** : animation

**Cadre d'emploi** : animateurs

**Grade** : animateur principal 1<sup>ère</sup> classe

- ancien effectif : 0

- nouvel effectif : 1

*(Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emploi des animateurs territoriaux. Rémunération sur la base de l'indice brut 450)*

**Filière** : administrative

**Cadre d'emploi** : adjoints administratifs

**Grade** : adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe

- ancien effectif : 1

- nouvel effectif : 2

*(Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints administratifs. Rémunération sur la base de l'indice brut 359)*

**Filière** : sociale

**Cadre d'emploi** : Agents spécialisés des écoles maternelles

**Grade** : agent spécialisé des écoles maternelles

- ancien effectif : 1

principal 2<sup>ème</sup> classe

- nouvel effectif : 2

*(Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et décret n° 98-850 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emploi des agents spécialisés des écoles maternelles. Rémunération sur la base de l'indice brut 359)*

## **SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS TITULAIRES**

**Filière** : animation

**Cadre d'emploi** : animateurs

**Grade** : animateur principal 2<sup>ème</sup> classe

- ancien effectif : 1

- nouvel effectif : 0

*(Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emploi des animateurs territoriaux)*

**Filière** : administrative

**Cadre d'emploi** : adjoints administratifs

**Grade** : adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe

- ancien effectif : 2

- nouvel effectif : 1

*(Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emploi des adjoints administratifs)*

**Filière** : sociale

**Cadre d'emploi** : Agents spécialisés des écoles maternelles

**Grade** : agent spécialisé des écoles maternelles

- ancien effectif : 3

1<sup>ère</sup> classe

- nouvel effectif : 2

*(Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et décret n° 98-850 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emploi des agents spécialisés des écoles maternelles)*

**PRÉCISE** que ces modifications prendront effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**DÉLIBÉRATION N° 2014-064 : CRÉATION D'UN CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI**

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Depuis le 1er juin 2009, dans le cadre du Plan d'action pour l'emploi des jeunes, des Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) peuvent être conclus pour des jeunes de 16 à 25 ans révolus.

Ce type de contrat a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi.

Ces contrats d'accompagnement dans l'emploi sont proposés, prioritairement aux collectivités territoriales, afin de permettre aux jeunes d'acquérir une première expérience professionnelle.

Notre Commune peut donc décider d'y recourir en conciliant ses besoins avec la perspective d'aider un jeune à s'insérer dans le monde du travail.

Un « C.A.E. » pourrait être créé au sein de la Commune pour exercer les fonctions d'accueil et de gestion de l'état civil et des élections, à raison de 35 heures par semaine.

Ce contrat à durée déterminée serait conclu pour une période de 1 an.

L'Etat prend en charge 70 % de la rémunération des vingt premières heures, rémunération correspondant au S.M.I.C., et exonère les charges patronales.

La somme restant à la charge de la commune sera donc réduite. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

DÉCIDE de créer un poste de Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi pour les fonctions d'accueil, de gestion de l'état civil et des élections, à temps complet (35 heures hebdomadaires), pour une durée d'un an, renouvelable éventuellement,

ACCEPTE de prévoir les crédits nécessaires au budget de l'exercice,

AUTORISE Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire, à signer tous documents devant intervenir dans le cadre de cette création de C.A.E.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-066 : ADOPTION DU RÈGLEMENT DU MARCHÉ COMMUNAL HEBDOMADAIRE

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« Par délibération en date du 15 mai 2014, le Conseil Municipal a décidé de créer, à compter du 21 juin prochain, un marché communal hebdomadaire et a défini ses grandes lignes de fonctionnement (lieu, horaires...).

Un règlement général de ce marché doit être établi afin d'en arrêter toutes les dispositions pratiques, réglementaires et financières. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2212-1 et 2 et L. 2224-18,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014-048, en date du 15 mai 2014, décidant la création d'un marché communal hebdomadaire,

ADOpte le projet de règlement de marché hebdomadaire joint à la présente.

#### DÉLIBÉRATION N° 2014-067 : CONVENTION AVEC GRDF POUR LA MISE A DISPOSITION DE BATIMENTS COMMUNAUX POUR L'HÉBERGEMENT D'ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉ-RELÈVE DES COMPTEURS GAZ

Monsieur le Maire expose ce qui suit :

« GrDF, Gaz Réseau Distribution France, a obtenu l'aval du Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et du Ministre de l'Économie et des Finances ainsi que de la Commission de Régulation de l'Énergie pour lancer le déploiement généralisé du compteur communicant gaz pour les particuliers dénommé GAZPAR.

Cette infrastructure permettra de développer la satisfaction des clients et les rendre acteurs de la maîtrise de l'énergie par la mise à disposition, au quotidien, des consommations de gaz naturel.

Elle permettra en outre une facturation systématique sur index réel des consommations, sans dérangement des clients et avec une fiabilité accrue.

D'un point de vue technique, la mise en œuvre de ce nouveau service nécessite :

- le remplacement ou l'appairage avec un module radio des compteurs présents chez les clients ; la transmission radio des index journaliers durera moins d'une seconde et utilisera une basse fréquence de 169 MHz,

- l'installation sur des points hauts de concentrateur (boîtier de 40 x 30 x 20 cm associé à une antenne) permettant la communication des index de consommations gaz entre les compteurs des clients et le système d'information de GrDF,

- la mise en place de nouveaux systèmes d'information pour traiter et recevoir chaque jour les index de consommation afin de les publier aux fournisseurs et aux clients en garantissant des délais courts et une haute performance de l'ensemble de la chaîne.

L'objet de la convention consiste à formaliser une liste de points hauts bâtiments communaux pouvant héberger un concentrateur sur la commune.

A partir de cette convention cadre, GrDF fera procéder à une étude pour retenir le site ou les sites adaptés.

GrDF prendra en charge l'intégralité des travaux d'aménagement des bâtiments concernés et indemniser la commune pour l'hébergement par une redevance annuelle de cinquante euros par site équipé. »

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés,

APPROUVE les termes de la convention proposée par GrDF,

AUTORISE Monsieur Patrick DELÉTANG, Maire, à signer cette convention de mise à disposition de bâtiments en vue d'héberger cette infrastructure dans le cadre du projet compteurs communicants gaz.

## **ARRETES MUNICIPAUX**

### **ARRETE N°24 REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT CHEMIN DE LA BONDONNIERE**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifiée,

**VU** les dispositions du Code de la Route,

VU les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

VU la demande de la EURL CORBEAU sise – Le Chêne Baudet – 37360 Saint Antoine du Rocher en date du 26 mars 2014, qui doit effectuer des travaux de voirie, Chemin de la Bondonnière,

**CONSIDERANT QUE**, pour effectuer des travaux de voirie, il convient de réglementer la circulation et le stationnement,

## A R R E T E

**Article 1er :** A compter du vendredi 4 avril 2014 et jusqu'au mercredi 7 mai 2014 inclus, en raison de la réalisation de travaux de voirie Chemin de la Bondonnière, la circulation et le stationnement doivent être modifiés.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit de part et d'autre du chantier et la vitesse limitée à 30 kms/heure sur la section de voie concernée par les travaux. L'alternat de circulation sur une voie unique sera commandé par panneaux manuels ou à l'aide de feux tricolores si nécessaire. En cas d'empêchement ou d'intempéries, la durée des travaux sera prolongée d'autant.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par la EURL CORBEAU.

**Article 4 :** Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables à compter du vendredi 4 avril 2014 et jusqu'au mercredi 7 mai 2014 inclus, et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus, étant entendu que les travaux ne pourront débuter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.

**Article 5 :** La EURL CORBEAU est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 6 :** La EURL CORBEAU sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors de ces travaux.

**Article 7 :** Toutes contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les agents préposés à la police de circulation et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur

**Article 8 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans le délai de deux mois suivant sa notification.

**Article 9 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.

**Article 10 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Gendarmerie - 1, Rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choissille,
- EURL CORBEAU sise – Le Chêne Baudet – 37360 Saint Antoine du Rocher.

### **ARRETE MODIFICATIF N°35 RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT BROCANTE DU DIMANCHE 20 AVRIL 2014 COMITE DES FETES**



**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992,

**Vu** les dispositions du Code de la Route, notamment les articles R 44, R 53, R 225 et R 225-1,

**Vu** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**Vu** la demande de Madame Liliane DALONNEAU, Présidente du Comité des Fêtes, domiciliée 2, Allée du Languedoc - 37390 Chanceaux sur Choisille, en date du 6 janvier 2014 sollicitant l'autorisation d'organiser une brocante le dimanche 20 avril 2014,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Le dimanche 20 avril 2014 de 5 h à 21 h, la circulation et le stationnement seront interdits à tous les véhicules rue de la Mairie à partir de la place de l'Eglise, route de Vernou sur la route départementale n° 76 jusqu'à son intersection avec la rue des Pinsonnières (la rue des Pinsonnières sera ouverte à la circulation).

La rue de la Bourdillière, ainsi que la rue Eve Lavallière seront interdites à la circulation jusqu'à l'intersection avec la rue des Guessières sur la route départementale n° 77 jusqu'à la rue de la Mairie et la rue Charles Spiessert.

La rue de la Grande Ferme sera interdite à la circulation de son intersection avec la rue Villa Cancellis jusqu'à son intersection avec la route départementale n° 76 dite rue de la Mairie.

Le Passage Charles Avisseau sera entièrement interdit à la circulation dans les deux sens.

L'accès de l'Avenue Saint Martin par la route départementale n° 77 dite rue des Guessières sera interdit à tous les véhicules.

**En cas d'urgence**, les véhicules de secours auront l'autorisation de circuler en cas d'urgence, (médecins, infirmiers, ambulanciers, pompiers... ).

**Seuls les exposants ayant réservé un emplacement pour leur véhicule seront autorisés à le faire stationner.**

**Article 2 :** Les routes départementales n° 76 et 77 seront fermées à tous les véhicules par des barrières métalliques et feront l'objet de la mise en place de panneaux de signalisation correspondants et de l'affichage du présent arrêté.

**Article 3 :** La circulation sera déviée par l'avenue Saint Martin, la rue de la Fuye et la route départementale n° 77 rue des Guessières pour la liaison Chanceaux / Notre Dame d'Oé.

La route départementale n° 76 - rue de la Mairie - sera déviée par la voie communale n° 12 en direction de la Chute et par la route départementale n° 76 dite route de Vernou dans ce secteur, pour rejoindre la route départementale 910.

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par les agents préposés à la police de circulation et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans le délai de deux mois suivant sa notification.

**Article 6 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2 du 2 janvier 2014.

**Article 7 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet d'Indre et Loire,
- Madame Liliane DALONNEAU - Présidente du Comité des Fêtes – 2 Allée du Languedoc - 37390 Chanceaux sur Choisille
- Monsieur le Chef de la brigade de gendarmerie de la Membrolle sur Choisille – 1 Rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisille,
- STA de Bléré – 3 Avenue du 11 novembre – B.P. 47 – 37150 Bléré
- Monsieur le Responsable du Service Technique de la Commune de Chanceaux sur Choisille.

**ARRETE N° 36 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION  
DU DOMAINE PUBLIC  
LE DIMANCHE 20 AVRIL 2014  
CREPERIE AMBULANTE  
SOCIETE SERVICE TOURAINE RONDEAU**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983,

**Vu** la demande de la société Service Touraine Rondeau domiciliée 4 rue Monconseil – 37330 Château La Vallière en date du 8 avril 2014 sollicitant l'autorisation d'installer un stand de crêpes dans l'allée menant à l'école maternelle à l'occasion de la brocante organisée par le Comité des Fêtes et qui a lieu le 20 avril 2014,

**Considérant** que la présente autorisation peut être délivrée sans inconvénient majeur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** La société Service Touraine Rondeau est autorisée à installer sa crêperie ambulante dans l'allée menant à l'école maternelle, **le dimanche 20 avril 2014 de 6 h à 19 h.**

**Article 2 :** Le permissionnaire est tenu d'afficher sur sa vitrine, une copie du présent arrêté.

**Article 3 :** Conformément à l'arrêté préfectoral du 3 juin 2009, aucune diffusion musicale ne devra être effectuée sur le lieu de stationnement ni ne devra être audible en provenance du stand.

**Article 4 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et personnelle. Elle pourra être révoquée à tout moment sans préavis ni indemnité soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par les permissionnaires des conditions énoncées aux Articles ci-dessus.

**Article 5 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois suivant sa notification

**Article 6 :** Toutes contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les agents préposés à la police de circulation et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

**Article 6 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Chef de la brigade de gendarmerie de la Membrolle sur Choisille – 1  
**Rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisille,**
- STA de Bléré – 3 Avenue du 11 novembre – B.P. 47 – 37150 Bléré.

**ARRETE N°37 PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION  
DU DOMAINE PUBLIC  
LE DIMANCHE 20 AVRIL 2014  
BOULANGERIE-PATISserie SARL PAYS**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983,

**Vu** la demande de Monsieur PAYS Jean-Christophe représentant de la SARL Boulangerie PAYS en date du 10 Avril 2014 sollicitant l'autorisation d'installer un stand sur la rue de la Grande Ferme, devant son commerce à l'occasion de la brocante organisée par le Comité des Fêtes le dimanche 20 avril 2014,

**Considérant** que la présente autorisation peut être délivrée sans inconvénient majeur,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Monsieur Jean-Christophe PAYS représentant la SARL Boulangerie Pays, est autorisé à installer un stand devant son magasin sis 6, rue de la Grande Ferme, **le dimanche 20 avril 2014 de 6 h à 19 h.**

**Article 2 :** Conformément à l'arrêté préfectoral du 3 juin 2009, aucune diffusion musicale ne devra être effectuée sur le stand, ni ne devra être audible du stand en provenance du magasin.

**Article 3 :** Mr Jean-Christophe PAYS, représentant la SARL Boulangerie Pays, est informé par le présent arrêté qu'en cas de nécessité, les véhicules d'urgence et de secours (médecins, infirmiers, ambulances, pompiers...) auront l'autorisation de circuler.

**Article 4 :** Les permissionnaires sont tenus d'afficher sur sa vitrine, une copie du présent arrêté.

**Article 5 :** La présente autorisation est accordée à titre précaire et personnelle. Elle pourra être révoquée à tout moment sans préavis ni indemnité soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par les permissionnaires des conditions énoncées aux Articles ci-dessus.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de la date de notification pour les bénéficiaires et à compter de l'affichage pour les tiers, devant le tribunal administratif d'Orléans.

**Article 7 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Chef de la brigade de gendarmerie de la Membrolle sur Choisille – 1  
Rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisille,
- SDIS – service prévention - ZAC de la Haute Limouillère – Route de Saint Roch –  
B.P. 39 – 37230 Fondettes,

**ARRETE DE VOIRIE N°38 PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT  
2 AVENUE DE LANGENNERIE**

## **Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** la demande de Monsieur Thierry NOE reçue en Mairie le 8 avril 2014 demeurant 2 Avenue de Langennerie – 37390 Chanceaux sur Choisille, sollicitant l'autorisation de faire stationner un camion-toupie le vendredi 18 avril 2014,

### **A R R E T E**

#### **Article 1 – Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande : stationnement d'un camion-toupie, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

#### **Article 2 – Prescriptions techniques particulières**

##### **STATIONNEMENT**

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée.

##### **DISPOSITIONS SPECIALES**

##### **SECURITE ET SIGNALISATION DE CHANTIER**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

L'alternat de circulation sera commandé par feux tricolores durant toute la durée du stationnement du camion toupie.

Des panneaux portant la mention « Attention travaux » type AK 5, ainsi que des panneaux AK 3 « chaussée rétrécie » seront disposés de part et d'autre du chantier et éclairés pendant la nuit par les soins et aux frais du pétitionnaire.

#### **ARTICLE 3 – Implantation ouverture de chantier et recolement.**

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 1 jour avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. Cette dernière est autorisée le vendredi 18 avril 2014, comme précisé dans la demande.

#### **ARTICLE 4 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 5 – Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

#### **ARTICLE 6 – Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 1 jour ouvré, soit le 18 avril 2014.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Chef de la brigade de gendarmerie de la Membrolle sur Choisille – 1 Rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisille,
- STA Bléré - Nord-Est - 3 Avenue du 11 novembre - B.P. 47 - 37150 Bléré,
- Mr Thierry NOE – 2, Avenue de Langennerie – 37390 Chanceaux sur Choisille.

### **ARRETE DE VOIRIE N°39 PORTANT PERMISSION DE VOIRIE**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983,

**Vu** la demande de Monsieur POIRIER Jen-Benoit reçue en Mairie demeurant 61, rue du Prieuré – 37390 Chanceaux sur Choisille, sollicitant l'autorisation de stocker des gravillons sur le parking jouxtant sa propriété,

### **A R R E T E**

#### **Article 1 – Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper une place de parking, sur le domaine public, comme énoncé dans sa demande pour : stockage de gravillons pour une quantité de 12 m<sup>3</sup> ; à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

#### **Article 2 – Prescriptions techniques particulières**

##### **STATIONNEMENT**

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée.

##### **DISPOSITIONS SPECIALES**

##### **SECURITE ET SIGNALISATION DE CHANTIER**

Le bénéficiaire aura la charge de la signalisation réglementaire de son chantier, de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

#### **ARTICLE 3 – Implantation ouverture de chantier et recolement.**

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 1 jour avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. Cette dernière est autorisée du mardi 29 avril 2014 au mercredi 30 avril 2014, comme précisé dans la demande.

#### **ARTICLE 4 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du stationnement du stockage de gravillons.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 5 – Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

#### **ARTICLE 6 – Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 2 jours ouvrés, soit du 29 avril 2014 au 30 avril 2014 inclus.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Chef de la brigade de gendarmerie de la Membrolle sur Choisille – 1 Rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisille,
- Mr POIRIER Jean-Benoît – 61, rue du Prieuré – 37390 Chanceaux sur Choisille.

### **ARRETE N°40 REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT VOIE COMMUNALE N° 5 - CHEMIN DE CHOISILLE**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifiée,

**Vu** les dispositions du Code de la Route,

**Vu** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**Vu** la demande de la Société DOCEUL Réseaux sise – 4 Route de Richelieu - 37120 La Tour Saint Gelin en date du 1<sup>er</sup> avril 2014 qui doit effectuer des travaux de terrassement nécessaire à la

réalisation d'un branchement électrique pour le compte de ERDF - Avenue Stendhal - 37000 Tours,

**CONSIDERANT QUE**, pour réaliser des travaux de terrassement nécessaire à la réalisation d'un branchement électrique, il convient de réglementer le stationnement,

## **A R R E T E**

- Article 1er :** A compter du lundi 28 avril 2014 et jusqu'au mardi 13 mai 2014 inclus, en raison des travaux de terrassement nécessaire à la réalisation d'un branchement électrique, la circulation et le stationnement de la voie communale n° 5 dite « Chemin de Choisille » doivent être modifiés.
- Article 2 :** Le stationnement sera interdit de part et d'autre du chantier et la vitesse limitée à 30 kms sur la section de voie concernée par les travaux. L'accès aux piétons sera interdit aux abords du chantier. L'alternat de circulation sur une voie unique sera commandé par panneaux manuels ou par feux tricolores si nécessaire.  
En cas d'empêchement ou d'intempéries, la durée des travaux sera prolongée d'autant.
- Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par la Société DOCEUL Réseaux.
- Article 4 :** Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables à compter du lundi 28 avril 2014 et jusqu'au mardi 13 mai 2014 inclus, et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus, étant entendu que les travaux ne pourront débuter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.
- Article 5 :** La Société DOCEUL Réseaux est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.
- Article 6 :** La Société DOCEUL Réseaux sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors de ces travaux.
- Article 7 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par les agents préposés à la police de circulation et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 8 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans le délai de deux mois suivant sa notification.
- Article 9 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.
- Article 10 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :
- Gendarmerie - 1, Rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choisille,
  - Société DOCEUL réseaux - 4 route de Richelieu - 37120 La Tour Saint Gelin
  - ERDF - Avenue Stendhal - 37000 Tours,

### **ARRETE N°41 REGLEMENTANT LA CIRCULATION DU CHEMIN DE LA PAINGUETTERIE CIRCULATION ALTERNEE VITESSE LIMITEE**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifiée,

**Vu** les dispositions du Code de la Route,

**Vu** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**Vu** la demande de l'entreprise SAS Les Travaux Publics sise – 46 Route de la Brardière – 72220 Saint Gervais en Belin en date du 15 avril 2014, qui doit effectuer des travaux d'ouverture de tranchée pour la pose d'un réseau ERDF pour le compte de ERDF – 45 Avenue Stendhal - BP 436 - 37204 Tours Cédex 3,

**CONSIDERANT QUE**, pour réaliser des travaux d'ouverture de tranchée pour la pose d'un réseau ERDF, il convient de réglementer la circulation,

## A R R E T E

**Article 1er :** A compter du lundi 12 mai 2014 et jusqu'au vendredi 30 mai 2014 inclus, en raison de la réalisation des travaux d'ouverture de tranchée pour la pose d'un réseau ERDF pour le compte de ERDF par l'entreprise SAS Les Travaux Publics, la circulation du Chemin de la Painguetterie doit être modifiée.

**Article 2 :** L'alternat de circulation par demie-chaussée sera commandé par panneaux manuels ou à l'aide de feux tricolores si nécessaire. Le stationnement sera interdit au droit du chantier et la vitesse limitée à 30 kms/heure sur la section de voie concernée par les travaux.

**Article 3 :** Ces dispositions seront levées le week-end. En cas d'empêchement ou d'intempéries, la durée des travaux sera prolongée d'autant.

**Article 4 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par l'entreprise SAS Les Travaux Publics.

**Article 5 :** Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables à compter du lundi 12 mai 2014 jusqu'au vendredi 30 mai 2014 inclus et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4 ci-dessus, étant entendu que les travaux ne pourront débiter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.

**Article 6 :** L'entreprise SAS Les Travaux Publics est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.

**Article 8 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans le délai de deux mois suivant sa notification.



**Article 9 :** L'entreprise SAS Les Travaux Publics sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors de ces travaux.

**Article 10 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Gendarmerie - 1, rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisille
- SAS Les Travaux Publics – 46 Route de la Brardière – 72220 Saint Gervais en Belin,
- ERDF – 45 Avenue Stendhal - BP 436 - 37204 Tours Cédex

**ARRETE N° 42 PORTANT  
CREATION D'UN OSSUAIRE  
AU SEIN DU CIMETIERE COMMUNAL**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2223-7 et suivants confiant au Maire la police des funérailles et des lieux de sépultures,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L 2223-4, confiant au Maire le soin d'affecter à perpétuité un ossuaire dans le cimetière communal,

**Vu** le Code Pénal, et notamment ses articles 225-17, 225-18 et 225-18-1,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 09 novembre 1999 ayant décidé la création de l'extension du cimetière de la commune de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,

Considérant qu'il est nécessaire de désaffecter l'ossuaire existant dans l'ancien cimetière,

Considérant qu'il est nécessaire de créer dans l'extension du cimetière un nouvel ossuaire convenablement aménagé où les restes des personnes qui étaient inhumées dans le terrain commun sont aussitôt ré inhumés à l'issue du délai de rotation, ainsi que les restes des personnes qui étaient inhumés dans les concessions non renouvelées ou ayant fait l'objet d'une procédure de reprise pour état d'abandon,

ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** L'emplacement de l'ossuaire situé dans l'extension du cimetière de Chanceaux sur Choisille, est affecté à perpétuité pour y déposer les restes des personnes exhumés des sépultures faisant retour à la commune.

**Article 2 :** L'ossuaire est aménagé d'un caveau de 170 cases superposées afin de recevoir les restes des corps inhumés retirés des fosses en terrain commun après expiration du délai de 5 ans ainsi que les restes des corps inhumés dans les concessions dont la durée est expirée et qui n'ont pas été renouvelées ou qui ont été reprises après constat d'abandon

**Article 3 :** Les corps ne seront déposés qu'après avoir été préalablement réunis dans des boîtes à ossements ou reliquaires. Une seule boîte à ossements peut contenir les restes de plusieurs corps trouvés dans une même concession reprise.

Le dépôt s'effectuera avec le respect et la dignité qu'impose la manipulation de corps exhumés.

**Article 4 :** Les services municipaux en charge du cimetière tiendront un registre des personnes dont les restes ont été déposés à l'ossuaire.

Peuvent également être gravés sur l'ossuaire les noms des personnes dont les restes y ont été déposés.

**Article 5 :** Les restes des personnes qui avaient manifesté leur opposition à la crémation sont distingués au sein de l'ossuaire.

**Article 6 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Gendarmerie - 1, Rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choisille,
- Mr le Directeur des Services Techniques – Commune de Chanceaux sur Choisille,

**ARRETE N°48**  
**PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER**  
**UN COMMERCE AMBULANT SUR LE DOMAINE PUBLIC**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 25 avril 2014 de Madame MEUNIER Constance, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h à 12h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

<b>ARRÊTE</b>
---------------

**ARTICLE 1 :**

Madame MEUNIER Constance, demeurant 32 Rue de la Grande Ferme – 37390 CHANCEAUX SUR CHOISILLE, est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de vêtements, chaussures, chapellerie, bijoux, accessoires de mode).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 10 mai, de 8 heures à 12 heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Madame MEUNIER Constance, demeurant 32 Rue de la Grande Ferme – 37390 CHANCEAUX SUR CHOISILLE

**ARRETE N°49**  
**REGLEMENTANT LA CIRCULATION**  
**RUE DE LANGENNERIE**  
**CEREMONIE DU HUIT MAI**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992,

**Vu** les dispositions du Code de la Route, notamment les articles R 44, R 53, R 225 et R 225-1,

**Vu** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**Considérant que** pour la célébration de la cérémonie du huit mai qui aura lieu au monument aux morts de la commune de Chanceaux sur Choisille, il convient de réglementer la circulation,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Le jeudi 8 mai 2014, en raison de la célébration de la cérémonie qui aura lieu au monument aux morts, la circulation de la rue de la Mairie sera interdite à la circulation de tous les véhicules, **sauf pour les riverains**, pendant toute la durée du cortège soit de **10 h 00 à 12h30** aux intersections :

- de la rue de la Mairie avec route départementale n° 77 dite rue des Guessières,
- de la rue de la Mairie avec la rue de la Grande Ferme,
- de la rue de la Mairie avec la rue de la Fuye,
- de la rue de la Mairie avec la rue des Cypres,
- de la rue de la Mairie avec la rue de Langennerie,
- de la rue de la Mairie avec la rue du 8 mai à son intersection avec la rue Sainte Agathe.

**Article 2 :** La circulation de la Rue de la Grande Ferme sera également interdite pendant toute la durée du cortège, de la boulangerie Pays jusqu'à son intersection avec la rue de la Mairie

**Article 3 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans les deux mois suivant sa notification.

**Article 4 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Chef de la brigade de gendarmerie de la Membrolle sur Choisille – 1 Rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisille,
- STA de Bléré – 3 Avenue du 11 novembre – B.P. 47 – 37150 Bléré.

**ARRETE N°50  
PORTANT AUTORISATION DE BARRER  
LA RUE GUILLAUME REGNAULT  
LE SAMEDI 7 JUIN 2014 ET LE DIMANCHE 8 JUIN 2014**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992,

VU les dispositions du Code de la Route, notamment les articles R 44, R 53, R 225 et R 225-1,

VU les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**Considérant que** pour préserver la tranquillité des riverains à l'occasion de l'organisation d'un repas de quartier, il est nécessaire d'interdire la circulation des véhicules de toute nature dans la Rue Guillaume Régnault du samedi 7 juin 2014 à 10 heures au dimanche 8 juin 2014 à 16 heures inclus.

### **A R R E T E**

**Article 1er :** La Rue Guillaume Régnault sera interdite à la circulation des véhicules de toute nature à partir du samedi 7 juin 2014 à 11 heures jusqu'au dimanche 8 juin 2014 à 16 heures afin de permettre aux riverains d'organiser un repas de quartier.

**Article 2 :** Cependant, en cas d'urgence, les véhicules de secours : médecins, infirmiers, ambulances, pompiers... auront l'autorisation de circuler.

**Article 3 :** La signalisation nécessaire sera mise en place par les soins et aux frais des riverains qui seront également responsables de tout accident ou incident qui pourrait survenir lors de la manifestation qu'ils organisent.

**Article 4 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois suivant sa publication.

**Article 5 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

**Article 6 :** Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité de la route barrée ainsi qu'en mairie.

**Article 7 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :  
- Brigade de Gendarmerie - 1 rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choisille,  
- Mr et Mme RAHARD Guillaume – 10 Rue Guillaume Régnault – 37390 Chanceaux sur Choisille.

### **ARRETE N°52 REGLEMENTANT LA CIRCULATION DU CHEMIN DE LA PAINGUETTERIE CIRCULATION ALTERNEE VITESSE LIMITEE**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifiée,

**Vu** les dispositions du Code de la Route,

**Vu** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**Vu** la demande de l'entreprise SAS Les Travaux Publics sise – 46 Route de la Brardière – 72220 Saint Gervais en Belin en date du 28 mai 2014, qui doit effectuer des travaux d'ouverture de tranchée pour la pose d'un réseau ERDF pour le compte de ERDF – 45 Avenue Stendhal - BP 436 - 37204 Tours Cédex 3,

**CONSIDERANT QUE**, pour réaliser des travaux d'ouverture de tranchée pour la pose d'un réseau ERDF, il convient de réglementer la circulation,

A R R E T E

**Article 1er :** A compter du lundi 16 juin 2014 et jusqu'au vendredi 4 juillet 2014 inclus, en raison de la réalisation des travaux d'ouverture de tranchée pour la pose d'un réseau ERDF pour le compte de ERDF par l'entreprise SAS Les Travaux Publics, la circulation du Chemin de la Painguetterie doit être modifiée.

**Article 2 :** L'alternat de circulation par demie-chaussée sera commandé par panneaux manuels ou à l'aide de feux tricolores si nécessaire. Le stationnement sera interdit au droit du chantier et la vitesse limitée à 30 kms/heure sur la section de voie concernée par les travaux.

**Article 3 :** Ces dispositions seront levées le week-end. En cas d'empêchement ou d'intempéries, la durée des travaux sera prolongée d'autant.

**Article 4 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par l'entreprise SAS Les Travaux Publics.

**Article 5 :** Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables à compter du lundi 16 juin 2014 jusqu'au vendredi 4 juillet 2014 inclus et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4 ci-dessus, étant entendu que les travaux ne pourront débuter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.

**Article 6 :** L'entreprise SAS Les Travaux Publics est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.

**Article 8 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans le délai de deux mois suivant sa notification.

**Article 9 :** L'entreprise SAS Les Travaux Publics sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors de ces travaux.

**Article 10 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Gendarmerie - 1, rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisisle
- SAS Les Travaux Publics – 46 Route de la Brardière – 72220 Saint Gervais en Belin,

**ARRETE N°53**  
**REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT**  
**SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL**  
**TRAVAUX DE VOIRIE**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifiée,

**VU** les dispositions du Code de la Route,

**VU** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**VU** la demande de l'entreprise COLAS Centre Ouest sise – 2 Rue de la Plaine – 37390 Mettray en date du 5 juin 2014, qui doit effectuer des travaux de voirie sur l'ensemble du territoire de la commune de Chanceaux sur Choisille,

**CONSIDERANT QUE**, pour effectuer des travaux de voirie sur l'ensemble du territoire de la commune de Chanceaux sur Choisille, il convient de réglementer la circulation et le stationnement,

**A R R E T E**

**Article 1er :** A compter du jeudi 19 juin 2014 et jusqu'au lundi 23 juin 2014 inclus, en raison des travaux de voirie sur l'ensemble du territoire de la commune de Chanceaux sur Choisille, la circulation et le stationnement doivent être modifiés.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit de part et d'autre du chantier et la vitesse limitée à 30 kms sur la section de voie concernée par les travaux. L'alternat de circulation sur une voie unique sera commandé à l'aide de panneaux manuels si nécessaire. En cas d'empêchement ou d'intempéries, la durée des travaux sera prolongée d'autant.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par l'entreprise Colas Centre Ouest.

**Article 4 :** Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables à compter du jeudi 19 juin 2014 et jusqu'au lundi 23 juin 2014 inclus, et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus, étant entendu que les travaux ne pourront débuter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.

**Article 5 :** L'entreprise Colas Centre Ouest est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**Article 6 :** L'entreprise Colas Centre Ouest sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors de ces travaux.

**Article 7 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

**Article 8 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.

**Article 9 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Gendarmerie - 1, Rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choisille,
- Colas Centre Ouest – 2, rue de la Plaine – 37390 Mettray.

**ARRETE N°54  
REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT A HAUTEUR DU N° 3  
DE L'AVENUE DE LANGENNERIE**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifiée,

**VU** les dispositions du Code de la Route,

**VU** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**VU** la demande de l'entreprise de déménagements « MAISON ODINET » sise 117 Boulevard de Strasbourg – 76600 Le Havre en date du 21 mai 2014 qui sollicite l'autorisation de stationner un camion de déménagements sur 12 mètres linéaires, à hauteur du n° 3 de l'Avenue de Langennerie à Chanceaux sur Choisille, pour le compte de Monsieur BOCHES Jean-Christophe,

**CONSIDERANT QUE**, cette demande nécessite une réglementation particulière,

**CONSIDERANT QUE**, cette réglementation pourra être réalisée sans inconvénients majeurs pour la circulation,

**A R R E T E**

**Article 1er :** Pour cause de déménagement, le camion de l'entreprise de déménagements « MAISON ODINET » sise 117 Boulevard de Strasbourg – 76600 Le Havre est autorisé à stationner un camion sur 12 mètres linéaires, le lundi 16 juin 2014 à hauteur du n° 3 de l'Avenue de Langennerie. Le camion de déménagements devra stationner de manière à ne pas entraver le passage des véhicules et l'accès des secours ou de la protection civile.  
La présence du camion de déménagement devra être signalée à l'aide de panneaux durant toute la période du déménagement.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit de part et d'autre du déménagement et la vitesse limitée à 50 kms/heure sur l'Avenue de Langennerie.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par l'entreprise de déménagements « MAISON ODINET ».

- Article 4 :** Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables le lundi 16 juin 2014 de 7 h 00 à 18 h 00 et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus, étant entendu que les travaux de déménagement ne pourront débuter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.
- Article 5 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.
- Article 6 :** L'entreprise de déménagements « MAISON ODINET » agissant pour le compte de Monsieur BOCHES Jean-Christophe, cette dernière sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors des travaux de déménagement.
- Article 7 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :
- Gendarmerie - 1, rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choisille,
  - Entreprise de déménagements « MAISON ODINET » - 117 Boulevard de Strasbourg 76600 Le Havre,
  - STA – 3, Avenue du 11 novembre – BP 47 – 37150 Bléré.

**ARRETE N°55**  
**REGLEMENTANT LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT**  
**RUE DE LA GRANDE FERME**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifiée,

**VU** les dispositions du Code de la Route,

**VU** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**VU** la demande de la Société VEOLIA EAU – 3 Rue Joseph Cugnot – 37305 Joué Les Tours Cédex, en date du 27 mai 2014 qui doit effectuer des travaux de raccordement au réseau d'eau potable, rue de la Grande Ferme,

**CONSIDERANT QUE**, pour réaliser des travaux de raccordement au réseau d'eau potable, il convient de réglementer la circulation et le stationnement,

**A R R E T E**

- Article 1er :** A compter du mardi 10 juin 2014 et jusqu'au vendredi 13 juin 2014 inclus, en raison des travaux de raccordement au réseau d'eau potable, la circulation et le stationnement de la rue de la Grande Ferme doivent être modifiés.
- Article 2 :** Le stationnement sera strictement interdit au droit du chantier. L'alternat de circulation par demie-chaussée sera commandé à l'aide de panneaux manuels ou par feux tricolores si nécessaire.
- Article 3 :** En cas d'empêchement ou d'intempéries, la durée des travaux sera prolongée d'autant.



- Article 4 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par la Société VEOLIA EAU.
- Article 5 :** Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables à compter du mardi 10 juin 2014 jusqu'au vendredi 13 juin 2014 inclus et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4 ci-dessus, étant entendu que les travaux ne pourront débuter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.
- Article 6 :** La société VEOLIA EAU est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.
- Article 7 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.
- Article 8 :** La société VEOLIA EAU sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors de ces travaux.
- Article 9 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie - 1, rue des Moulins – 37390 La Membrolle sur Choisille,
  - Société VEOLIA EAU - 3 Rue Joseph Cugnot – 37305 Joué les Tours Cédex,
  - Tour(s) Plus – 60 Avenue Marcel Dassault – CS 30651 – 37206 Tours Cédex 3.

**ARRETE N°56 DE ROUTE BARREE  
TRAVAUX DE VOIRIE  
RUE DE LA FUYE**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n° 82-213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire) approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992 modifiée,

**VU** les dispositions du Code de la Route,

**VU** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**VU** la demande de l'entreprise COLAS Centre Ouest sise – 2 Rue de la Plaine – 37390 Mettray en date du 5 juin 2014, qui doit effectuer des travaux de voirie sur la rue de la Fuye,

**CONSIDERANT QUE**, pour effectuer des travaux de voirie sur la rue de la fuye, il convient de réglementer la circulation et le stationnement,

**A R R E T E**

**Article 1er :** A compter du mercredi 18 juin 2014 et jusqu'au jeudi 19 juin 2014 inclus, en raison des travaux de voirie sur la rue de la Fuye, la circulation et le stationnement doivent être modifiés.

- Article 2 :** La rue de la Fuye sera interdite à la circulation, **SAUF pour les riverains**. Le stationnement sera interdit de part et d'autre du chantier et la vitesse limitée à 20 kms sur la rue de la Fuye. En cas d'empêchement ou d'intempéries, la durée des travaux sera prolongée d'autant.
- Article 3 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle (livre I – 8<sup>ème</sup> partie signalisation temporaire) sera mise en place et entretenue par l'entreprise Colas Centre Ouest.
- Article 4 :** Les dispositions définies à l'article 1<sup>er</sup> seront applicables à compter du mercredi 18 juin et jusqu'au jeudi 19 juin 2014 inclus, et prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus, étant entendu que les travaux ne pourront débuter que si l'entreprise se trouve en possession du présent arrêté.
- Article 5 :** L'entreprise Colas Centre Ouest est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.
- Article 6 :** L'entreprise Colas Centre Ouest sera responsable de tout incident ou accident qui pourrait survenir lors de ces travaux.
- Article 7 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi.
- Article 8 :** Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier ainsi qu'en mairie.
- Article 9 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :
- Gendarmerie - 1, Rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choisille,
  - Colas Centre Ouest – 2, rue de la Plaine – 37390 Mettray.

**ARRETE N°57 PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 25 avril 2014 de Madame MEUNIER Constance, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h à 12h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Annule et remplace l'arrêté N° 48 du 05 mai 2014.

**ARTICLE 2 :**

Madame MEUNIER Constance, demeurant 32 Rue de la Grande Ferme – 37390 CHANCEAUX SUR CHOISILLE, est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de vêtements, chaussures, chapellerie, bijoux, accessoires de mode).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 10 juin, de 8 heures à 12 heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Madame MEUNIER Constance, demeurant 32 Rue de la Grande Ferme – 37390 CHANCEAUX SUR CHOISILLE

**ARRETE N°58 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 05 juin 2014 de Madame BOULANGÉ Chantal, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

A R R E T E

**ARTICLE 1 :**

Madame BOULANGÉ Chantal, demeurant 12 Rue de Rochepinard – 37270 MONTLOUIS SUR LOIRE, est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de maroquinerie).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13 heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,

- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Madame BOULANGÉ Chantal, demeurant 12 Rue de Rochepinard – 37270 MONTLOUIS SUR LOIRE

**ARRETE N°59 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 05 juin 2014 de Monsieur LABIDI Salim, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur LABADI Salim, demeurant 12 Place Jean Nicolas Bouilly – 37300 JOUE LES TOURS, est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de tout produit manufacturé confection masculine et féminine).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,

- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,

- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Monsieur LABADI Salim, demeurant 12 Place Jean Nicolas Bouilly – 37300 JOUE LES TOURS

**ARRETE N°60 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** la demande en date du 05 juin 2014 de Monsieur LE MEUNIER Etienne, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,  
**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur LE MEUNIER Etienne, demeurant 4 Avenue du Cher – 37150 LA CROIX EN TOURAINE, est autorisé à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de fromage et produits laitiers).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Monsieur LE MEUNIER Etienne, demeurant 4 Avenue du Cher – 37150 LA CROIX EN TOURAINE,

**ARRETE N°60 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière,  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**Vu** la demande en date du 05 juin 2014 de Monsieur LE MEUNIER Etienne, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,  
**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Monsieur LE MEUNIER Etienne, demeurant 4 Avenue du Cher – 37150 LA CROIX EN TOURAINE, est autorisé à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de fromage

et produits laitiers).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Monsieur LE MEUNIER Etienne, demeurant 4 Avenue du Cher – 37150 LA CROIX EN TOURAINE,

**ARRETE N°61 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 12 juin 2014 de Monsieur QUERE Patrice, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme, dans le cadre du marché hebdomadaire,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

A R R E T E

**ARTICLE 1 :**

Monsieur QUERE Patrice, demeurant 19 route de Bourcefranc – 17320 MARENNES, est autorisé à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de poissons).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,

- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Monsieur QUERE Patrice, demeurant 19 route de Bourcefranc – 17320 MARENNES

**ARRETE N°62 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 11 juin 2014 de Madame CHAMPENOIS Brigitte, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Madame CHAMPENOIS Brigitte, demeurant 46 Rue de Chenonceau – 37150 LA CROIX EN TOUIRAINE, est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de toiles cirées nappage).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13 heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Madame CHAMPENOIS Brigitte, demeurant 46 Rue de Chenonceau – 37150 LA CROIX EN TOUIRAINE.

**ARRETE N°63 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 13 juin 2014 de Madame MAUGEAIS Valérie, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Madame MAUGEAIS Valérie, demeurant 10 Impasse du Moulin – 37400 AMBOISE, est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de plantes médicinales, sirops, vinaigre..).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13 heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Madame MAUGEAIS Valérie, demeurant 10 Impasse du Moulin – 37400 AMBOISE.

**ARRETE N°64 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 16 juin 2014 de Madame MAUGEAIS Valérie, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :**

Madame CHARPAGNE-FARGIER Martine, demeurant 3 Place Jules Massenet à TOURS (Indre et Loire), est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la



place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de linge de maison).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13 heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à CHARPAGNE-FARGIER Martine, demeurant 3 Place Jules Massenet à TOURS (Indre et Loire).

**ARRETE N°65 AUTORISATION D'EXPLOITER  
UN COMMERCE AMBULANT  
SUR LE DOMAINE PUBLIC  
Place de la Grande Ferme**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 17 juin 2014 de Monsieur PERDRIGEON Eric, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

ARRÊTE :
----------

**ARTICLE 1 :**

Monsieur PERDRIGEON Eric, demeurant 1800, rue de l'Hommelaye - 37210 NOUZILLY (Indre et Loire), est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de linge de maison).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13 heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

## **ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Monsieur PERDRIGEON Eric, demeurant 1800, rue de l'Hommelaye - 37210 NOUZILLY (Indre et Loire)

### **ARRETE N°66 AUTORISATION D'EXPLOITER UN COMMERCE AMBULANT SUR LE DOMAINE PUBLIC Place de la Grande Ferme**

#### **Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** les pouvoirs généraux du Maire,

**Vu** le Code de la Voirie Routière,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la demande en date du 17 juin 2014 de Madame GUITTON BARBIER Sylvie, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

ARRÊTE :
----------

#### **ARTICLE 1 :**

Madame GUITTON BARBIER Sylvie, demeurant « La Simonnière » - 37380 NOUZILLY (Indre et Loire), est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de confection Hommes – Femmes et Lingerie).

#### **ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13 heures.

#### **ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

#### **ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Madame GUITTON BARBIER Sylvie, demeurant « La Simonnière » - 37380 NOUZILLY Indre et Loire)

## ARRETE N°67

*République française*



### AUTORISATION D'EXPLOITER UN COMMERCE AMBULANT SUR LE DOMAINE PUBLIC

Place de la Grande Ferme

Commune de Chanceaux sur Choissille

Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,

Vu les pouvoirs généraux du Maire,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande en date du 17 juin 2014 de Monsieur DUNOYER Michel, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

#### ARRÊTE :

##### ARTICLE 1 :

Monsieur DUNOYER Michel, demeurant 1 Clos du Potager – 37530 POCE SUR CISSE (Indre et Loire), est autorisé à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant [vente de foie gras, conserves et sandwiches].

##### ARTICLE 2 :

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13 heures.

##### ARTICLE 3 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

##### ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

##### ARTICLE 5 :

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Monsieur DUNOYER Michel, demeurant 1 Clos du Potager – 37530 POCE SUR CISSE (Indre et Loire)

## ARRETE N°68 AUTORISATION D'EXPLOITER UN COMMERCE AMBULANT SUR LE DOMAINE PUBLIC Place de la Grande Ferme

Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,

Vu les pouvoirs généraux du Maire,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la demande en date du 17 juin 2014 de Madame BOUCHEX-BELLOMIÉ GEORGET Claude, remplissant toutes les modalités relatives à réglementation applicable aux commerçants ambulants, qui sollicite une autorisation d'exploiter un commerce ambulant sur le domaine public le samedi de 8h30 à 13h sur le parking Place de la Grande Ferme,

**Considérant** qu'il y a lieu de garantir tant la sûreté sur la voie publique que la tranquillité publique et la liberté du commerce et de l'industrie,

#### ARRÊTE :

##### ARTICLE 1 :

Madame BOUCHEX-BELLOMIÉ GEORGET Claude, demeurant 2 Rue du Docteur LEBLED –

37210 ROCHECORBON (Indre et Loire), est autorisée à occuper privativement la portion du domaine public communal, situé sur la place de La Grande Ferme afin d'y pratiquer son activité de commerçant ambulant (vente de poissons, fruits et légumes).

**ARTICLE 2 :**

Cette autorisation est accordée à partir du 21 juin 2014, de 8h30 à 13 heures.

**ARTICLE 3 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois à partir de sa publication.

**ARTICLE 5 :**

- M. le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,
- M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de LA MEMBROLLE SUR CHOISILLE,
- M. le Responsable des services techniques municipaux,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera notifiée à Madame BOUCHEX-BELLOMIÉ GEORGET Claude, demeurant 2 Rue du Docteur LEBLED – 37210 ROCHECORBON (Indre et Loire)

Le Maire de la Commune de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2212-1 et L.2212-2

Vu l'article L.211-11 et suivants du Code Rural

Vu l'article 213 et suivants du Code Rural,

Vu l'article 1385 du Code Civil concernant la responsabilité des propriétaires, utilisateurs ou gardiens d'animaux,

Vu la loi n°99-5 du 6 janvier 1999 relative aux animaux dangereux et errants et à la protection des animaux,

Vu l'arrêté du 27 avril 1999 pris pour application de l'article R.211-1 du Code Rural et établissant la liste des types de chiens susceptibles d'être dangereux,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer la sécurité et la salubrité publique,

Considérant qu'il convient de prendre les mesures pour lutter contre la divagation des chiens et chats errants,

Considérant la nécessité de modifier l'arrêté permanent n°60 en date du 19 juillet 2011 suite à l'arrêt de l'activité fourrière de la société DOG PROTECTION basée à Marnay 37190 Azay le Rideau.

## **ARRETE,**

**Préambule** : les dispositions du présent arrêté relatives aux chiens concerne tous les chiens

En outre, les chiens de première et deuxième catégorie sont soumis à des mesures spécifiques supplémentaires faisant l'objet d'un autre arrêté municipal.

**ARTICLE 1** : Il est expressément défendu de laisser les chiens (et les chats) divaguer seuls et sans maître ou gardien. Défense est faite de laisser les chiens fouiller dans les récipients à ordures ménagères ou dans les parterres de fleurs, bacs à sable, ....

**ARTICLE 2** : Tout chien circulant sur la voie publique doit être constamment tenu en laisse c'est à dire relié physiquement à la personne qui en a la garde.

**ARTICLE 3** : Tout chien (ou chat) circulant sur la voie publique, même accompagné, doit être identifiable : il doit être muni d'un collier portant gravés, sur une plaque de métal, le nom et le domicile de leur propriétaire ou identifiés par tout autre procédé agréé.

**ARTICLE 4** : Est considéré comme en état de divagation tout chien qui n'est plus sous la surveillance effective de son maître, se trouve hors de portée de voix de celui-ci ou de tout instrument sonore permettant son rappel, ou qui est éloigné de son propriétaire ou de la personne qui en est responsable d'une distance dépassant cent mètres. Tout chien abandonné, livré à son seul instinct, est en état de divagation. (Ci après dénommé « chien errant »).

Est considéré comme en état de divagation tout chat non identifié trouvé à plus de deux cents mètres des habitations ou tout chat trouvé à plus de mille mètres du domicile de son maître et qui n'est pas sous la surveillance immédiate de celui-ci, ainsi que tout chat dont le propriétaire n'est pas connu et qui est saisi sur la voie publique ou sur la propriété d'autrui. (Ci après dénommé « chat errant »).

**ARTICLE 5** : Tout chien (ou chat) errant sera immédiatement saisi, même dans le cas où son propriétaire serait identifié. Lorsque des animaux errants sans détenteur, ou dont le détenteur refuse de se faire connaître, sont trouvés pacageant sur des terrains appartenant à autrui, le propriétaire lésé, ou son représentant, a le droit de les conduire ou de les faire conduire immédiatement au lieu de dépôt désigné par l'autorité municipale à savoir :

- la société FOURRIERE ANIMALE 37 dont le siège est situé La Taille - 37190 RIVARENNES

**ARTICLE 6** : La capture des chiens et chats errants peut être assurée par la police intercommunale, les services techniques municipaux, le Service Départemental d'Incendie et de Secours ou encore être confiée à la société FOURRIERE ANIMALE 37 dont le siège est situé La Taille - 37190 RIVARENNES. Celle-ci ayant passé une convention avec la mairie, en date du 22 mai 2014, est autorisée à procéder à la capture de chiens et chats errants sur tout le territoire de la Commune de Chanceaux sur Choisille.

**ARTICLE 7** : Quelque soit leur mode de capture, les chats et chiens errants sont ensuite seront pris en charge par la société FOURRIERE ANIMALE 37 et placés dans un lieu de dépôt adapté et sous sa garde, pendant une durée de 8 jours ouvrés et francs maximum à l'adresse suivante :

FOURRIERE ANIMALE 37 dont le siège est situé La Taille - 37190 RIVARENNES. Les propriétaires de chiens identifiés sont avisés de la capture par les soins du responsable de la société FOURRIERE ANIMALE 37. Au-delà de ce délai de 8 jours, si l'animal n'est pas réclamé par son propriétaire, il devient la propriété de FOURRIERE ANIMALE 37 qui peut en disposer dans les conditions définies ci-après.

ARTICLE 8 : Dans les départements indemnes de rage, FOURRIERE ANIMALE 37 peut garder les animaux dans la limite de ses capacités d'accueil. Après avis d'un vétérinaire, FOURRIERE ANIMALE 37 peut céder les animaux à titre gratuit à des fondations ou des associations de protection des animaux disposant d'un refuge qui, seules, sont habilitées à proposer les animaux à l'adoption à un nouveau propriétaire. Après l'expiration du délai de garde, si le vétérinaire en constate la nécessité, il procède à l'euthanasie de l'animal.

*Dans les départements officiellement déclarés infectés de rage, il est procédé à l'euthanasie de l'animal.*

ARTICLE 9 : Tous les frais afférents à ces opérations notamment les frais de capture, de transport, d'identification, de garde, les frais vétérinaires de tatouage, pucelage, vaccinations...etc. sont intégralement à la charge de son propriétaire. Le montant des frais est affiché en mairie et communicable à tout administré qui en fait la demande.

Les animaux ne peuvent être restitués à leur propriétaire qu'après paiement de ces frais à FOURRIERE ANIMALE 37 ; En cas de non paiement, le propriétaire est passible d'une amende forfaitaire de 80 €.

Si la mairie acquittait les frais énumérés au présent article alinéa 1 auprès de la société FOURRIERE ANIMALE 37 (en cas de propriétaire non identifié notamment), elle pourrait ensuite à tout moment procéder au recouvrement intégral des sommes avancées, par l'émission d'un titre de recettes à l'encontre du propriétaire ou de la personne ayant eu la garde des animaux concernés (une fois identifié notamment).

ARTICLE 10 : La commune de Chanceaux sur Choissille se chargera d'informer la population concernée par la pose d'affichettes en mairie et sur le site INTERNET de la commune.

ARTICLE 11 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif 28 rue Bretonnerie 45000 Orléans, dans le délai de 2 mois à compter de sa date de publicité.

ARTICLE 12 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et relevées en vue de poursuites.

ARTICLE 13 : Madame la Directrice Générale des Services, et tous les agents habilités de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
L'amplication du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet d'Indre et Loire,
- Monsieur le responsable du lieu de dépôt FOURRIERE ANIMALE 37,
- Monsieur le Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Aux services de gendarmerie de la Membrolle sur Choissille.

## **ARRETE N°70 ARRETE PORTANT INTERDICTION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT RUE DE LA MAIRIE EN RAISON DE LA RETRAITE AUX FLAMBEAUX**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992,

**Vu** les dispositions du Code de la Route, notamment les articles R 44, R 53, R 225 et R 225-1,

**Vu** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**Considérant** qu'en raison du défilé de la retraite aux flambeaux organisée pour le feu de la Saint Jean et pour préserver la sécurité des enfants lors du défilé, il est nécessaire d'interdire la circulation et le stationnement des véhicules le samedi 28 juin 2014 de 21 heures à 23 heures,



## **A R R E T E**

- Article 1er :** Le samedi 28 juin 2014, de 21 heures à 23 heures, en raison du défilé de la retraite aux flambeaux, l'accès et le stationnement de tous les véhicules seront strictement interdits de l'intersection de la route départementale n° 77 dite rue des Guessières avec la route départementale n° 76 dite rue de la Mairie, de l'intersection de la rue de la Mairie avec la rue Eve Lavallière, de l'intersection de la rue de la Mairie avec la rue de la Bourdillière, jusqu'au stade municipal, soit jusqu'au panneau de limite d'agglomération et de l'intersection de la rue de la Mairie avec la rue de la Grande Ferme.
- Article 2 :** Les véhicules d'urgence, médecins, infirmiers, ambulances, pompiers... et ceux chargés du bon fonctionnement de la manifestation auront l'autorisation de circuler.
- Article 3 :** La signalisation réglementaire et nécessaire au bon déroulement de la manifestation sera mise en place par les agents des services techniques municipaux.
- Article 4 :** Les présentes dispositions peuvent faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois suivant leur publication et leur transmission au représentant de l'Etat dans le département.
- Article 5 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
- Gendarmerie - 1 rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choisille,
  - Madame la Directrice de l'école maternelle - Rue de la Mairie - 37390 Chanceaux sur Choisille,
  - Madame la Directrice de l'école primaire - Rue des Guessières – 37390 Chanceaux sur Choisille,
  - Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux (DGA2/STA du Nord Est).

### **ARRETE N°76 PORTANT INTERDICTION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT RUE DE LA MAIRIE EN RAISON DE LA FÊTE DES ECOLES**

**Le Maire de CHANCEAUX SUR CHOISILLE,**

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu** la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83.8 du 07 janvier 1983,
- Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel des 5 et 6 novembre 1992,
- Vu** les dispositions du Code de la Route, notamment les articles R 44, R 53, R 225 et R 225-1,
- Vu** les décrets n° 852-807 du 30 juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n° 86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs du Maire, du Président du Conseil Général et du Préfet en matière de circulation routière,

**Considérant** qu'en raison de la fête des écoles et pour préserver la sécurité des enfants lors du défilé, il est nécessaire d'interdire la circulation et le stationnement des véhicules le samedi 28 juin 2014 de 13h30 à 15h30.

## **A R R E T E**

- Article 1er :** Le samedi 28 juin 2014, de 13h30 à 15h30, en raison de la fête des écoles, l'accès et le stationnement de tous les véhicules seront strictement interdits de l'intersection de la

rue de la Mairie avec la rue de la Grande Ferme, de la route départementale n° 77 dite rue des Guessières avec la route départementale n° 76 dite rue de la Mairie, de l'intersection de la rue de la Mairie avec la rue Eve Lavallière, de l'intersection de la rue de la Mairie avec la rue de la Bourdillière. La circulation sera déviée par la rue des Pinsonnières.

**Article 2 :** En cas d'urgence, les véhicules de secours (médecins, infirmiers, ambulances, pompiers...) et ceux chargés du bon fonctionnement de la manifestation auront l'autorisation de circuler.

**Article 3 :** La signalisation réglementaire sera mise en place par les agents des services technique municipaux.

**Article 4 :** Les présentes dispositions pourront faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois suivant leur publication et leur transmission au représentant de l'Etat dans le département.

**Article 5 :** Copie du présent arrêté sera transmise à :

- Gendarmerie - 1 rue des Moulins - 37390 La Membrolle sur Choisille,
- Madame la Directrice de l'école maternelle - Rue de la Mairie - 37390 Chanceaux sur Choisille,
- Madame la Directrice de l'école primaire - Rue des Guessières – 37390 Chanceaux sur Choisille,
- Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux (DGA2/STA du Nord Est).